

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

| | | | |
|--|----|--|----|
| Alain BESANÇON. — Les relations diplomatiques des pays occidentaux avec l'URSS. | 1 | B.L. — Quatre idées « originales » de Gorbatchev | 29 |
| Pierre LORRAIN. — Changements tactiques et continuité stratégique | 6 | Danièle BEAUNE. — Les directives littéraires du 27 ^e congrès du PC soviétique..... | 30 |
| Pierre HENCK. — Gorbatchev : un an de répression contre la dissidence | 9 | Jean-Christophe BAS. — Nicaragua : bras de fer entre les sandinistes et l'église | 32 |
| Pierre RIGOULOT. — Les étapes du rapprochement entre la Libye et l'URSS..... | 12 | Salvador : la guérilla perd un de ses chefs.... | 33 |
| Kadhafi et les sandinistes | 16 | Philippines : la guérilla communiste..... | 33 |
| Michel HELLER. — Le mystère du pouvoir communiste | 17 | | |
| Branko LAZITCH. — Où en est le P.C. italien ? | 19 | | |
| Claude HARMEL. — Esquisse d'une histoire du Parti unifié des communistes haïtiens (1) | 21 | | |
| | | NOTES ET INFORMATIONS | |
| LE POINT DE VUE D'EST & OUEST | | En 12 ans, la CGT a perdu 3 098 337 adhérents..... | 34 |
| Le recul communiste : raisons d'hier et d'aujourd'hui | 25 | Le contrôle des fédérations départementales du PCF | 34 |
| | | Espagne : vers un nouveau désastre électoral des communistes ? | 35 |
| CHRONIQUES | | Les communistes et le mouvement mutualiste..... | 35 |
| Hervé LE GOFF. — La loyauté des ministres communistes fut-elle réelle ? | 28 | Médiaspouvoirs..... | 35 |
| René MILON. — Un colloque syndical international d'obédience communiste à Toulouse | 28 | | |
| | | LES LIVRES | |
| | | Denis LECORBENOIS. — Russie, Bulgarie, parapluie..... | 36 |

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES DES PAYS OCCIDENTAUX AVEC L'URSS

En 1924, l'Angleterre et la France, suivies ou précédées par les principaux Etats civilisés, ont reconnu *de jure* le gouvernement soviétique. Cette reconnaissance a été accordée sans contrepartie soviétique. Les puissances occidentales pensaient qu'elle correspondait à leurs intérêts.

Il existait un contentieux matériel important et les Soviétiques faisaient de la reconnaissance *de jure* un préalable à toute discussion. L'URSS était

engagée dans la NEP : tout le monde pensait en Occident, y compris les émigrés russes, que le régime était sur la voie de la normalisation et qu'une réaction de type thermidorien était inévitable. En ce cas, il paraissait sage de mettre fin aux mesures d'exception, au cordon sanitaire, propres à outrager le peuple russe dans sa fierté nationale, et de l'aider dans son désir profond de reconstruction, de libéralisation, de « normalisation ». La reconnaissance *de jure* avait donc une vertu péda-

gogique : le comportement généreux, magnanime de l'Occident allait, par une sorte d'émulation, pousser le gouvernement soviétique à se comporter de même. La symétrie de droit allait bientôt entraîner, par point d'honneur, une symétrie de fait.

On peut dire que toute l'attitude de la diplomatie occidentale découle de ce pas originaire de la reconnaissance *de jure*. De ce moment, s'est établie dans nos chancelleries une fiction de symétrie de laquelle elles n'ont jamais voulu démordre. Elle correspondait aux habitudes, à la vision du monde de notre diplomatie. Pour les conserver, notre diplomatie s'est couvert les yeux pour ne pas voir la dissymétrie fondamentale que pourtant les autorités soviétiques ne manquaient pas de rappeler.

Dissymétrie des moyens d'action

Les dirigeants soviétiques ont à leur disposition trois systèmes d'action. Le premier va du PCUS aux sections locales du mouvement communiste international. Il est géré par le Kominintern, le Kominform, ou par la section étrangère du comité central : trois noms pour le même organisme. Le second va du PCUS à certaines portions de la population des nations étrangères. Il est géré par le MVD, le KGB, le GRU et autres organismes spécialisés dans le renseignement, la désinformation, la subversion. Le troisième va de l'Etat soviétique aux Etats étrangers. Il est géré par le M.I.D. Une de ses tâches principales est de maintenir la fiction que ce troisième système d'Etat à Etat est le seul existant, que le premier est un organisme privé sans rapport avec l'Etat soviétique et que le second n'existe pratiquement pas.

Nous sommes d'autant plus enclins à le croire que nous ne connaissons par nature que les relations d'Etat à Etat, et que nous ne sommes pas équipés pour en mener d'autres. Il n'existe pas chez nous un parti qui puisse nouer des relations avec un parti correspondant en URSS (hormis le parti communiste) et nous n'avons jamais pu entretenir sur le territoire soviétique de réseaux qui soient le moins du monde comparables à ceux que le KGB entretient chez nous. En fait, nous pouvons recueillir parfois des renseignements, mais nous ne disposons d'aucun réseau.

Dissymétrie des missions

L'action internationale de l'Etat soviétique est orientée sur la victoire. Victoire, en termes léninistes, signifie l'anéantissement, la destruction complète de l'adversaire. Tout ce qui ne fait pas partie du « camp » communiste est considéré comme un adversaire : il n'y a pas de partenaire. Pourtant la diplomatie soviétique cherche des accords, est avide de signer traités et conventions. C'est que l'accord est une pièce ou un moment particulier dans la stratégie générale de victoire. L'accord n'a de sens que s'il contribue à la destruction de l'adversaire.

Telle n'est pas la conception des Occidentaux. Eux cherchent sincèrement l'accord, qu'ils entendent comme un compromis établi sur la base de l'intérêt mutuel. Nos diplomates, comme l'a remarqué Richard Pipes, ont l'optique d'un cabinet de *lawyers*. Ils ne peuvent se faire à l'étrange circonstance que dans l'esprit des Soviétiques, il ne peut y avoir un quelconque intérêt commun entre le camp du socialisme et le camp de l'impérialisme.

Dissymétrie du personnel

La carrière diplomatique est en URSS la plus privilégiée. En effet, le diplomate soviétique jouit de deux prestiges exceptionnels : statutairement il voyage, il séjourne à l'étranger, il sort de l'URSS. Il dispose de quelques devises fortes, à l'aide desquelles il peut acheter quelques produits qui nous paraissent bien ordinaires mais sont, dans son pays, d'un luxe inouï. Ces deux avantages sont communs au diplomate et au *guébiste* ou au militaire de très haut rang, mais lui n'est pas soumis à la très rude discipline du KGB et de l'armée. Surveillé, il l'est bien sûr, et combien, mais il fait partie de son devoir d'Etat d'avoir l'allure extérieure d'un homme libre, décent, d'un gentleman. Il est le seul dans ce cas. D'autre part, le diplomate est relié et même intégré aux autres systèmes d'action dont dispose l'Etat soviétique. Cette intégration se fait toute seule, dans la mesure où un diplomate est toujours membre du parti communiste ; et qu'en outre, en tant que bon communiste il est aussi un bon tchékiste : il est tenu par conséquent de collaborer avec le KGB.

Enfin le diplomate soviétique est professionnellement bien formé aux tâches qu'on attend de lui. Seul dans le personnel politique soviétique, il a reçu un sérieux apprentissage des langues. Il a été initié dans des instituts spécialisés aux problèmes des régions où il aura à exercer son activité. Il reste en poste très longtemps. Combien d'ambassadeurs américains se sont succédé à Moscou, pendant qu'Anatoli Dobrynine étendait à Washington le vaste réseau de ses contacts sociaux ?

Le diplomate occidental est un fonctionnaire sans éclat particulier dans l'administration de son pays. Il n'est pas « intégré » à d'autres systèmes d'action que celui qui relie les Etats aux Etats par la voie régulière de la diplomatie. Il est coupé des services de renseignements de son pays, s'ils existent, et tient à honneur de ne pas tenir compte des renseignements qui peuvent lui parvenir par cette voie. En général, il est peu spécialisé. Les ambassadeurs de France à Moscou ignorent en général la langue russe, connaissent le pays superficiellement et sont soumis à un « mouvement » animé d'une rotation rapide.

Dissymétrie des conditions de vie

Le diplomate soviétique est maître de ses mouvements. Il voyage librement dans le territoire

français parce que les restrictions légales à ses déplacements ou bien n'existent pas, ou bien ne sont pas appliquées. Il voit qui il veut, invite qui il veut, fréquente en tête à tête les élites du pays. La seule contrainte sérieuse qui pèse sur lui est la surveillance dont il est l'objet par les organes soviétiques de sa propre ambassade.

Dès l'instant qu'il a franchi les frontières soviétiques, le diplomate occidental entre dans un monde carcéral. Par mille canaux, la privation de liberté qui pèse sur le citoyen soviétique, l'atteint et le gagne à son tour. Outre l'oppression ordinaire, il est soumis à une oppression spécifique. L'UPDK, organisme satellite du KGB, prend en charge son logement et ses fournitures de base. Il vit en ghetto et une sentinelle téléphone à qui de droit dès qu'il en sort. Voyage-t-il, il est suivi avec ostentation. Une partie du personnel de service dans l'ambassade est soviétique, donc guébisé. Telex, machines à écrire, sont « bugged ». Des micros sont cachés dans les murs et on le fait savoir. Pour s'approvisionner, la femme du diplomate doit faire la queue, une queue plus courte, dans des boutiques mieux fournies, mais queue tout de même.

Le diplomate soviétique est traité par nos gouvernements comme un partenaire qu'il faut gagner et autant que possible traiter en ami. Le diplomate occidental est traité par le gouvernement soviétique comme un adversaire auquel il faut faire sentir qu'il est un ennemi et, autant que possible, le détruire.

Dissymétrie dans le travail diplomatique quotidien

Je cite ici les notes d'un diplomate français dont je ne peux indiquer le nom :

« Une des situations les plus classiques pour les diplomates soviétiques est celle où ils doivent recevoir un diplomate étranger pour leur préciser la position de l'URSS sur tel ou tel problème. Ce type de conversation est la base même de l'activité diplomatique. Dans un pays normal, il est payant d'entendre un spécialiste de tel ou tel dossier, mettons du Proche Orient, exposer la position de son gouvernement, au jour dit, sur cette question. En URSS, ce genre d'exercice est le plus souvent extraordinairement décevant dans la mesure où il apparaît que votre interlocuteur non seulement ne développe pas devant vous le contenu du dossier, ce qui est de bonne guerre, mais n'essaie même pas de défendre, ni de vous amener à partager une thèse élaborée à votre usage. Il répète inlassablement une espèce de catéchisme figé qui est la dernière position publique connue de l'URSS sur la question, exprimée par l'agence Tass et reprise par les journaux. Dans les cas où la situation a évolué si rapidement que manifestement la dernière prise de position publique est précisément dépassée, il y aura tout simplement dérobade, esquivé sous des raisons diverses, jusqu'à ce qu'un point de vue officiel et public soit exprimé. Cette attitude est prise le plus souvent sans aucune pu-

deur. Il m'est arrivé de voir un diplomate soviétique se saisir de la Pravda du matin même pour me lire mot pour mot un commentaire ou un article dont j'avais naturellement pris connaissance à la distribution des journaux, en même temps que lui. Il est inutile de dire qu'un tel comportement est absolument aberrant, car dans la plupart des pays du monde il est admis que dans de semblables circonstances et pour l'information mutuelle de leurs gouvernements, les deux fonctionnaires qui sont en contact ont le droit et le devoir de prendre leurs distances par rapport aux positions publiques de leurs pays pour les préciser et en donner le sens profond à leurs interlocuteurs. Une semblable conduite est génératrice de faux espoirs et d'erreurs d'interprétation de la part de l'interlocuteur occidental. Celui-ci ne peut pas admettre que la personne qui est en face de lui n'a rien à lui dire. Cette attitude lui paraît tellement éloignée des normes, si absurde, que même inconsciemment, il pense toujours qu'il s'agit, à des degrés divers, d'un habile procédé. Un processus d'auto-suggestion se met en route : n'y a-t-il pas, se demande l'Occidental, un petit mot, une simple nuance qui a varié ou qui va varier dans ce discours cent fois répété ? A cette question, on trouve toujours une réponse positive. Le stade suivant consiste à se demander si la nuance qui s'est exprimée a été introduite sur ordre ou s'il s'agit d'une initiative individuelle, d'un clin d'œil que le Soviétique, au prix de mille risques, a adressé à son interlocuteur, peut-être même, qui sait, au nom de tel ou tel courant de pensée encore caché et preuve évidente d'un pluralisme en progrès au sein de l'appareil ».

Dissymétrie dans la négociation

Dans le cours de la négociation, le diplomate soviétique recourt régulièrement à trois procédés. Le premier consiste à faire sentir derrière lui une force irrésistible. Quand il parle, c'est, à cause de son intégration parfaite à tous les systèmes d'action soviétiques, comme si l'Etat, le KGB, l'armée rouge parlaient par sa voix. C'est aussi l'histoire qui l'appuie : toute l'histoire de la Russie, de son gigantesque territoire, l'échelle fantastique de tout ce qui est russe ; l'histoire du monde, aussi, irrésistiblement orientée vers le socialisme soviétique. Le diplomate occidental, faible roseau à peine pensant, doit affronter le *Jaggernaut*, le rouleau compresseur, la division blindée des grandes forces historiques en mouvement. Tout est ménagé pour lui faire prendre conscience qu'il appartient à un « camp » condamné par l'évolution implacable de la nature et de l'histoire.

Le second consiste dans l'utilisation systématique de la langue de bois. Le langage du négociateur est truffé de termes et d'expressions homonymes de celles qu'emploie ou peut employer son interlocuteur, mais non synonymes. Elles renvoient non à un usage commun, à une réalité commune, mais à l'usage idéologique interne au monde communiste et à la réalité antagoniste à la

nôtre que cette idéologie définit. Mais tout est fait pour que l'interlocuteur n'aperçoive pas ce détournement de sens et ne puisse pas le dénoncer. Il est ainsi attiré sur le terrain du négociateur soviétique et désarmé.

Un exemple : le Soviétique imposera comme allant de soi la notion de « systèmes économiques et sociaux différents », pour caractériser d'une part le monde occidental et de l'autre le monde soviétique. Un examen élémentaire montre que ce dernier n'est en rien caractérisé par cette notion, mais par une structure politique particulière. La véritable opposition passe entre les démocraties pluralistes d'une part, et les régimes de parti unique idéologique à vocation totalitaire. Mais si l'Occidental admet cette notion, il a admis à son insu la légitimation essentielle du régime soviétique, à savoir qu'il représente un système économique et social différent, le socialisme, en tant qu'il s'oppose au capitalisme dans l'idéologie léniniste.

De la même manière, le Soviétique insistera sur la « non ingérence », la « coexistence », l'« indépendance nationale », la « souveraineté nationale », etc. Si son adversaire est français, sur « la fraternité d'armes pendant la guerre », les « liens historiques » entre l'URSS et la France et tout simplement « de Gaulle ». Le négociateur occidental ne peut pas dire qu'il est « contre » tout cela : il est donc « pour » et le Soviétique prend acte tacitement que c'est dans le sens dont il use lui que son interlocuteur a abondé.

Le troisième procédé consiste à faire croire que le négociateur soviétique est un négociateur comme un autre, soucieux des intérêts généraux de la planète (la paix), des intérêts particuliers de la France (son indépendance) et désireux de parvenir à un compromis mutuellement avantageux. Cela ne lui demande pas de grandes qualités de comédien, puisque cette croyance existe déjà dans la tête de son interlocuteur. Elle existe *ex officio*, de par l'idée qu'il se fait de l'action diplomatique et de par les instructions qu'il aura reçues de son gouvernement qui cherche anxieusement l'accord et le compromis. Il suffit alors au Soviétique de laisser entendre que sa position conciliante n'est pas approuvée par tout le monde au Politbureau et que s'il n'obtient pas satisfaction, un autre Soviétique pourrait bien prendre sa place, bien plus « dur ».

Muni de ces trois procédés éprouvés, le diplomate soviétique peut être aussi médiocre et grossier qu'il est en général : il obtient à peu près ce qu'il veut.

*
**

A toutes ces frustrations, à ces tricheries qu'il comprend confusément, le diplomate occidental oppose une série de réactions. La plupart le font tomber de Charybde en Sylla.

L'activisme est une première tentation. Justement parce que les conditions sont difficiles, le diplomate saisi par l'émulation, le désir de secouer l'ennui, de vaincre la difficulté, va s'efforcer de contraindre les Soviétiques à signer des accords. C'est ce que lui demande son gouvernement. C'est aussi à quoi consentent les Soviétiques, à condition que ces accords compromettent le pays qui les signe, fassent avancer la « cause », préparent le terrain pour une future concession occidentale. L'activisme occidental sert les desseins soviétiques, et c'est bien pourquoi les obstacles et les entraves sont calculés pour l'enfiévrer et l'exaspérer. Ainsi signons-nous à la pelle des accords commerciaux, des accords culturels qui contiennent tous quelque chose de nocif dont nous nous apercevons trop tard. C'est pourquoi je propose de nommer des ambassadeurs très vieux, très fatigués, très bêtes : ils resteront chez eux et ne se mêleront de rien. On peut nommer à la rigueur de bons consuls parce qu'à leur étage, ils sont aptes à rendre service à des personnes, à aider un Soviétique à sortir, un Français à entrer et, le cas échéant, à ressortir.

Un deuxième danger est la recherche des contacts. Continuellement blessé par le refus soviétique de parler autre chose que la langue de bois, le diplomate occidental se met en quête du fonctionnaire « humain », « non conformiste » avec qui il pourra en savoir un peu plus sur les intentions de ce gouvernement. Vivant dans des conditions carcérales, il cherche à jeter un coup d'œil de l'autre côté du mur, à connaître le pays, à fréquenter des gens normaux capables de le renseigner. Les Soviétiques connaissent parfaitement ce désir et ils vont au devant. Ils proposent au diplomate occidental tout un personnel spécialisé dans la semi-dissidence, la pseudo-indiscrétion, l'apparence de culture et d'humanité. Certains font partie du KGB, les autres collaborent avec lui plus ou moins indirectement.

*
**

Mais la réaction la plus commune est la lente domestication du diplomate occidental. Ce monde brutal, incompréhensible, il cherche à l'amadouer, à l'apprivoiser, à s'en garantir. Il sera donc poli. Il évitera de faire des vagues. Il évitera l'incident qui contrevient aux instructions qu'il a reçues de son gouvernement, qui lui commandent de faire plaisir et de signer beaucoup de conventions. Il affectera de considérer les brimades dont il est l'objet comme une accentuation des relations d'autorité qu'il connaît dans sa propre administration. Enfin nos diplomates ne peuvent pas ne pas être gagnés à la longue par la peur, la peur spécifique qui remplit la totalité du territoire soviétique, qui se respire comme un gaz partout répandu, qui s'infiltré par les portes et les fenêtres de l'ambassade. Cette peur, ils pourront la nier devant les autres et devant eux-mêmes, mais ils l'auront.

Tout cela peut conduire à des fautes contre l'honneur. Bien des pauvres gens se sont réfugiés

dans l'enceinte de nos ambassades qui en ont été expulsés dans des conditions déshonorantes. Bien des compromissions ont été accomplies sous la peur diffuse, sous la contradiction entre les instructions reçues et les devoirs de l'humanité. Nos diplomates ne pouvaient pas résister à la pression soviétique parce qu'aucune pression contraire ne leur venait du ministère ni de l'opinion publique. Si l'Etat français n'est pas craint autant que l'Etat soviétique, si l'opinion publique n'est pas alertée, si au contraire elle est tenue à l'écart ; si l'action déshonorante est couverte par le secret ou la solidarité du corps diplomatique, il n'y a aucune raison de ne pas céder. La présence diplomatique, la conservation à tout prix de l'instrument diplomatique devient rapidement la raison d'être du diplomate. Il cédera politiquement pour exister diplomatiquement. C'est l'inversion de la politique et de la diplomatie : au lieu que la diplomatie serve à obtenir une concession politique de la part des Soviétiques, on fera à ceux-ci une concession politique pour obtenir le maintien du décorum diplomatique. Au lieu qu'un « sommet » conduise à un accord, on passera l'accord avant le sommet pour permettre la tenue du sommet.

Que faire ?

Quelles mesures proposer pour éviter la perversion de la diplomatie dans l'atmosphère soviétique ? La première concerne la formation du diplomate. On ne peut songer à en faire un soviétologue. Il y a plusieurs soviétologies rivales et notre diplomate n'est pas équipé pour faire la différence entre les bonnes et les mauvaises, celles-ci toujours plus populaires que les premières, plus faciles, plus plausibles. Il est inutile d'apprendre l'histoire russe pré-révolutionnaire : elle confortera une théorie implicite du soviétisme comme continuation de l'ancienne Russie, théorie dangereusement fautive. Plus il en saura long sur Dostoïevski, plus le moindre subordonné de M. Chevardnadze aura des chances de le duper. Il faut seulement qu'il sache autant que possible ce qu'est le communisme. Qu'il soit au Vietnam, en URSS, à Cuba, en Albanie, etc, le partenaire auquel il aura affaire sera toujours un communiste et son comportement ne variera que dans des limites très étroites. Il vaut mieux qu'il apprenne la langue russe, ou plutôt la langue soviétique. Il connaîtra ainsi de l'intérieur le caractère « de bois » de la langue de bois.

Dans le cours de la négociation, il devra exiger de son partenaire soviétique une explication minutieuse du sens des mots qu'il emploie. Que veut-il dire exactement quand il use du mot « paix », « indépendance », « non ingérence », etc ? Le Soviétique ne peut expliquer ces mots « de bois » qu'à l'aide d'autres mots de bois et de définitions en définitions, il est bientôt saisi d'une paralysie totale. La langue de bois est destinée à plonger le diplomate occidental dans un état d'hypnose. Mais si celui-ci en exige la traduction, c'est le Soviétique qui bientôt cafouille, s'embrouille et se tait.

Enfin le diplomate occidental doit accepter que la négociation puisse échouer. Cela suppose chez lui une rééducation des réflexes. Négocier, comme il a appris à le faire, consiste à viser le partage juste, à faire la moitié du chemin. Son gouvernement attend de lui qu'il parvienne à l'accord. Il faut que notre diplomate accepte l'échec et même vise l'échec comme l'aboutissement normal d'un certain type de négociation : en matière politique, une négociation réussie est une négociation ratée.

Une négociation qui porte sur des choses matérielles peut réussir, parce qu'elle peut aboutir à un accord mutuellement avantageux. Mais dès qu'il comporte un aspect politique, le gouvernement soviétique ne le signera qu'à condition qu'il représente une victoire totale pour lui, car il ne conçoit pas qu'il puisse exister un partage des intérêts politiques entre Etat communiste et Etat non communiste. Lui seul a le droit d'avoir des intérêts politiques ; ceux de l'autre n'ont pas de légitimité historique à exister. Malheureusement, notre pente est de ne pas nous résigner, d'enseigner au gouvernement soviétique l'idée d'une communauté d'intérêts. C'est pourquoi nous faisons des concessions dans l'ordre des choses matérielles pour préparer le terrain à un accord politique. C'est toujours celui-ci que nous visons en dernier ressort. Si nous y renonçons complètement, nous serions beaucoup plus exigeants dans nos négociations commerciales et nous subordonnerions strictement notre signature à la sauvegarde de notre intérêt propre.

La représentation diplomatique en URSS sert donc à régler des questions matérielles de faible portée politique et à prendre la température du pays - au même titre que les correspondants accrédités des journaux. Mais elle est aussi un instrument de mesure qui permet de contrôler l'exécution du principe premier des relations internationales : le principe de réciprocité. Elle est donc aussi un instrument pédagogique actif sur le gouvernement occidental, l'instruisant à renoncer aux illusions politiques qu'il cultive sans cesse.

*
**

Une application actuelle du principe de réciprocité commande deux mesures.

La première consiste à réduire à la parité le volume des représentations soviétiques et des représentations occidentales. Aujourd'hui, en France, il y a plus de 700 passeports diplomatiques délivrés à des Soviétiques contre une quarantaine de passeports diplomatiques délivrés en Union soviétique à des Français. Nous n'avons pas besoin d'une aussi forte représentation diplomatique soviétique. Sur ce chiffre, si on applique la règle générale, il faut considérer qu'un tiers est membre du KGB ou du GRU, soit environ 250 espions professionnels à temps plein. Les autres colaborent statutairement avec eux. Il faut que

l'opinion soit informée de cette situation anormale. Avec son aide, on pourrait réduire à une quarantaine de personnes la représentation soviétique. Dans un deuxième temps, il faudra se demander si quarante diplomates de part et d'autre ne sont pas encore trop pour le travail utile qu'ils peuvent faire. Reagan a déjà diminué le nombre des diplomates soviétiques de l'ONU. Comme en d'autres domaines, il a ouvert la voie.

La seconde est d'imposer aux délégations soviétiques les mêmes conditions de vie et de travail que celles dont jouissent en URSS les délégations occidentales. Il faut qu'elles ressentent exactement le même degré de gêne, de surveillance, d'humiliation. Ce n'est pratiquement possible que si leur effectif est réduit.

Ce n'est qu'à ces deux conditions que la diplomatie peut fonctionner comme un instrument d'information et de mesure. La reconnaissance *de jure* ouvrirait dans l'esprit des Occidentaux une perspective erronée de symétrie et l'illusion de la possibilité d'un accord politique. La diplomatie soviétique met tout son art à entretenir ces deux erreurs. De son côté, elle ne nous a jamais consenti davantage qu'une reconnaissance *de facto*. Le problème est de réformer notre pratique diplomatique jusqu'à ce qu'une véritable réciprocité soit atteinte et que la reconnaissance *de jure*, sans être dénoncée, n'ait pas plus de contenu qu'une reconnaissance *de facto*.

Alain BESANÇON

CHANGEMENTS TACTIQUES ET CONTINUITÉ STRATÉGIQUE

Mikhail Gorbatchev est-il une « colombe » ? Cette question lancinante (et sa réponse presque toujours affirmative) revient depuis plus d'un an sous la plume des principaux commentateurs occidentaux de la politique étrangère soviétique.

La relative jeunesse, le dynamisme apparent, l'allure de technocrate efficace et le sourire désarmant du Secrétaire général du CC du PCUS sont en passe de réussir ce qui semblait impossible voilà seulement deux ans : améliorer l'image de marque déplorable que l'Union soviétique s'était forgée au cours des dix dernières années.

Plan de réduction des armements nucléaires, projet d'élimination complète en deux décennies de ces mêmes armements, acceptation de l'« option zéro » en matière de vecteurs eurostratégiques (élimination réciproque des SS-20 soviétiques et Pershing II et Cruise de l'Otan) ou, dernière en date, proposition de réduction simultanée des armes conventionnelles « de l'Atlantique à l'Oural », sans oublier le moratoire sur les essais nucléaires : Gorbatchev semble doté d'une considérable capacité d'initiative en matière de désarmement.

Propositions sérieuses ou poudre aux yeux ? On comprend le dilemme qui s'offre à l'homme politique occidental. Il lui est d'autant plus difficile de se faire une opinion que les théories qui courent sur les « rapports de force » au Kremlin, sur les intentions véritables des dirigeants soviétiques, ne brillent pas par leur cohérence ou leur clarté.

Selon l'une des interprétations les plus courantes, Gorbatchev aurait réussi, en un an, à placer une équipe à sa dévotion à la tête du parti et de l'État soviétiques. Il se serait débarrassé de ses principaux adversaires politiques, en les écartant,

comme Grigori Romanov ou Viktor Grichine, ou en les plaçant sur des voies de garage, comme Andreï Gromyko. Parallèlement, il aurait promu ses amis : Nikolaï Ryjkov, Iégor Ligatchev, Edouard Chévardnadzé, Alexandre Iakovlev, etc.

Libre de pousser les siens, Gorbatchev serait donc également libre de choisir sa politique et donc d'abandonner la stratégie de la « citadelle assiégée » pour celle de la main tendue.

Cette vision personnaliste du pouvoir présente l'avantage d'être rassurante et facile à appréhender, dans la mesure où elle se rattache à des schémas politiques d'alternance qui nous sont familiers. Le pouvoir en URSS procéderait de la même logique que nos systèmes, la démocratie en moins, mais avec, en prime, les intrigues byzantines (luttres de clans) et la cruauté tartare (élimination, jadis physique, aujourd'hui seulement politique, des adversaires malheureux).

Mais le comportement réel du Secrétaire général ne cadre pas souvent avec celui qu'il serait censé avoir. Par exemple, les réformes économiques radicales qu'il était censé promouvoir se trouvent, au détour d'un congrès, transformées en correctifs timorés. Ou, autre exemple, l'attitude conciliante en politique intérieure (qui devait se traduire, selon les traditionnelles « sources bien informées », par l'autorisation d'émigration pour un demi-million de Juifs soviétiques en cinq ans) se transforme en une répression accrue à l'égard des déviants.

L'explication est toute trouvée : les durs du Politburo contre-attaquent ! On présentait Ligatchev comme l'homme-lige de Gorbatchev, on le décrira désormais comme un « faucon » qui s'oppose à la politique libérale de son patron, jusqu'à la faire capoter. On voyait la nomination de Gromyko à la tête de l'État comme une mise à l'écart,

on verra soudain en l'écarté d'hier le chef de file des ultra-conservateurs qui ont gardé l'esprit de « citadelle assiégée » issu de la guerre froide. Et ce seront bien souvent les mêmes commentateurs et les mêmes experts qui n'hésiteront pas à se contredire sans pour autant mettre en cause leur grille d'interprétation.

*
* *

Il y a pourtant, dans la gestion soviétique des affaires intérieures ou internationales, une constante qui infirme la vision personnaliste du pouvoir.

Suivant cette vision (qui sert curieusement les intérêts soviétiques), traditionnellement le numéro un, le secrétaire général, est une « colombe » que l'Occident doit encourager et le numéro deux, le secrétaire à l'idéologie, un « faucon ».

Les successions en cascade de ces dernières années ont montré que le numéro deux succédait toujours au numéro un. Les périodes de gel et de dégel auraient dû correspondre à la succession des dirigeants. Or, non seulement il n'en a rien été, mais de plus, chaque Secrétaire général a été conduit à mener successivement des offensives de charme et des phases de durcissement en opposition avec leur personnalité apparente, mais en accord avec les intérêts tactiques du moment.

Leurs buts : dans un premier temps, préserver les acquis stratégiques de la détente brejnevienne, c'est-à-dire la supériorité tactique en Europe, et provoquer le « découplage » des défenses européenne et américaine ; dans un deuxième temps et suite à leur incapacité de remplir ces tâches, empêcher les États-Unis de prendre, grâce à l'IDS, une avance substantielle sur l'URSS en matière de défense.

Sous la « colombe » Brejnev, qu'il fallait encourager sous peine de voir les « faucons » Soutlov, Andropov et autres militaires prendre le pouvoir, le communisme international réalisa le deuxième grand bond en avant de son histoire (après l'expansion stalinienne de 1944-1945). Il fallut l'intervention en Afghanistan et la traumatisante perception de l'installation des missiles SS-20 pointés sur l'Europe et le Japon pour que le Président des États-Unis, Jimmy Carter, voie enfin le pouvoir soviétique sous son vrai jour (« *L'invasion de l'Afghanistan a bouleversé les illusions que j'entretenais sur l'Union soviétique* » déclarait-il le 1^{er} janvier 1980) et que les Européens commencent à avoir une claire perception de la menace qui se concrétisait sur eux.

L'explication de la conduite soviétique fut vite trouvée. Brejnev, vieillissant, s'était laissé déborder par une conjuration commune du KGB et des militaires prêts à assumer le pouvoir.

Le directeur du KGB, Iouri Andropov, était perçu comme l'un des « faucons » qui menaçaient Brejnev. En mai 1982, il devenait secrétaire chargé de l'idéologie, avant de succéder à Brejnev le 12 novembre. « Le KGB a pris le pouvoir », telle fut la réaction presque unanime des commentateurs.

Mais le « faucon » ne tarda pas à endosser aux yeux de l'opinion publique occidentale le plumage immaculé de la « colombe ». Rapidement, certains bruits parvinrent à l'Ouest : Andropov était un « libéral », ami des arts et amateur de jazz qui, de plus, dominait parfaitement l'anglais. Admirateur de l'expérience hongroise, son but était de moderniser l'économie soviétique. Par ailleurs, il se serait opposé à l'intervention en Afghanistan.

Preuve de sa bonne volonté : alors qu'en matière d'Euromissiles la diplomatie brejnevienne soutenait contre toute logique que l'implantation croissante des SS-20 respectait l'équilibre nucléaire entre l'Est et l'Ouest, dès le 21 décembre 1982, cinq semaines après sa nomination au fauteuil suprême, Andropov propose de réduire à 162 le nombre des SS-20 stationnés à l'Ouest de l'Oural en échange de la non-implantation de contre-mesures américaines. Le 4 janvier 1983, à l'issue d'un sommet du pacte de Varsovie, les Soviétiques proposent à l'Otan un traité de non-recours à la force. Le 3 mai, l'URSS se dit prête à prendre en compte les ogives nucléaires des Euromissiles et non plus seulement les lanceurs. Le 18 août, lors de sa dernière apparition publique, Andropov annonce un moratoire unilatéral sur l'implantation d'armes anti-satellites dans l'espace.

Le 27 août, Andropov va plus loin : l'URSS ne conserverait que 162 missiles SS-20 et serait prête à détruire les autres au lieu de simplement les déplacer.

La « colombe » Andropov marqua ainsi des points auprès des pacifistes, principalement allemands, néerlandais et britanniques. Mais il avait surestimé leur capacité à faire reculer leurs gouvernements respectifs quant à l'accueil des missiles américains Pershing-II et Cruise. D'autant que ses propositions étaient parfaitement inacceptables pour les Occidentaux : elles revenaient à prendre en compte les forces nucléaires française et britannique dans le décompte global de la puissance des États-Unis.

C'est alors que la « colombe » devint (ou redevint) « faucon ». L'épreuve de force pouvait réussir là où l'offensive de charme n'avait pas fait reculer les Occidentaux.

Déjà, le 6 juin 1983, Andropov avait profité d'une visite du président finlandais Koivisto pour affirmer que l'URSS riposterait au déploiement des missiles américains. Le 1^{er} septembre, un Boeing 747 des lignes sud-coréennes est abattu au-dessus de l'espace aérien soviétique. « Mission d'espionnage », prétendent les Soviétiques pour justifier leur action, bien qu'il n'y ait généralement que peu de difficulté et beaucoup d'avantages à faire atterrir un avion civil qui se livrerait à de telles activités. Ne serait-ce que de pouvoir fournir la preuve des allégations d'espionnage.

Mieux : alors que rien ne poussait les Soviétiques à le faire, une conférence de presse fut organisée par le ministère de la Défense pour expliquer

l'incident : le maréchal Nikolai Ogarkov, chef d'État-Major général de l'armée soviétique, justifia l'action contre l'avion civil. Le maréchal Ogarkov est connu pour avoir publié, en 1978, un ouvrage de théorie militaire où il défendait l'idée que l'URSS serait en mesure de gagner un conflit nucléaire. Dans les jours suivants, le pilote qui abat le Boeing fut décoré pour avoir obéi aux ordres.

Malgré un large faisceau d'éléments concordants qui conduisaient à conclure au caractère politique délibéré de l'acte, la plupart des commentateurs y virent une bavure des militaires.

Pourtant, dans son discours devant le plénum de juin du Comité central du Parti, abordant les relations internationales, Andropov avait clairement prévenu : « *Nous tâcherons d'imposer le respect des droits souverains des États et des peuples et une observation rigoureuse des principes du droit international que l'impérialisme tente de plus en plus souvent de rejeter et de fouler aux pieds.* »

Le 17 septembre, Gromyko annule le voyage qu'il devait faire aux Nations-Unies. Le 27 octobre, dans une interview à la *Pravda*, Andropov annonce l'interruption des négociations de Genève si les missiles américains sont déployés. Le 23 novembre, les négociations sur les armements intermédiaires sont interrompues à Genève, puis c'est la suspension *sine die* des négociations Start, toujours à Genève, et MBFR, sur les armements conventionnels, à Vienne.

La rupture des négociations n'ayant pas fait reculer les Occidentaux, les Soviétiques menacent les États-Unis d'une riposte « *dans les océans et les mers* » (25 novembre). Puis annoncent l'installation de fusées en RDA et Tchécoslovaquie (18 janvier 1984).

Depuis la crise de Cuba en 1962, jamais les relations entre l'Est et l'Ouest n'étaient tombées si bas.

Explication avancée par certains commentateurs : les éléments les plus durs et les plus conservateurs du Politburo (Romanov, Tchernenko) ont mis à profit la maladie d'Andropov pour faire avancer leurs idées. Pourtant, le remaniement partiel du Bureau politique, qui eut lieu le 27 décembre, semblait confirmer l'emprise d'Andropov sur le parti.

*
**

Après son décès, en février 1984, son successeur, le terne et rigide Konstantin Tchernenko, semblait bien le dernier homme capable de revenir à une ligne douce en matière de politique extérieure. Dans un premier temps, il poursuivit la tactique d'affrontement de son prédécesseur, maniant l'invective anti-américaine avec le talent d'un spécialiste de l'« agit-prop ».

Malgré ses diatribes contre les États-Unis, accusés d'« *entretenir la tension internationale* », Tchernenko fit de timides ouvertures vers les pays

européens qui se concrétisèrent, en juin 1984, par une visite en URSS de François Mitterrand.

Dès le mois de septembre, première indication d'un changement tactique, le maréchal Ogarkov était démis de ses fonctions de chef d'État-Major général. Événement suivi dès le mois de novembre d'ouvertures en direction des États-Unis qui se concrétisèrent le 7 janvier 1985 par une rencontre à Genève entre Gromyko et George Shultz, suivie de la reprise des négociations interrompues quatorze mois plus tôt.

Suivant l'itinéraire inverse de son prédécesseur Andropov, le « faucon » Tchernenko serait-il soudain devenu une « colombe » ?

L'explication semble bien plus simple. Si les Soviétiques s'étaient montrés incapables d'éviter l'installation des missiles américains, c'était à cause de la détermination de Ronald Reagan. Or, 1984 était une année électorale aux États-Unis. Empêcher la réélection de Reagan devenait un objectif majeur pour le Kremlin.

En rejetant sur la politique des États-Unis la responsabilité des tensions internationales et en laissant entendre que l'URSS serait prête à renouer le dialogue avec un Président plus accommodant, les Soviétiques pensaient pouvoir influencer le vote des Américains. Le voyage de François Mitterrand servait, dans ce contexte, à montrer par exemple que seule l'intransigeance de Ronald Reagan empêchait la reprise avec les États-Unis d'un dialogue renoué avec ses alliés européens.

Début novembre 1984, la réélection de Reagan rendait obsolète cette politique et les Soviétiques revenaient à une ligne plus douce : la prolongation de la période de tension présentait en effet pour eux de graves inconvénients, comme la difficulté de contrôler les mouvements pacifistes dans la mesure où l'URSS apparaissait menaçante aux Occidentaux, l'impossibilité d'obtenir des États-Unis des concessions comme celles que la détente brejnevienne avait rendu possibles. Cela quand le programme de défense spatiale du président Reagan représente un péril majeur pour le Kremlin qui sait ne pas pouvoir sortir vainqueur d'une telle compétition technologique.

Le décès de Tchernenko, en mars 1985, arriva à point nommé pour les Soviétiques. M. Gorbatchev, qui ne semblait pas compromis par les durcissements précédents, pouvait faire passer la nouvelle détente pour ce qu'elle n'était pas : un changement.

Malgré des successions en chaîne à la tête du parti, le renouvellement considérable du personnel dirigeant et des va-et-vient tactiques répétés, la politique extérieure soviétique a suivi une ligne stratégique précise au cours des dernières années. Une ligne dont la cohérence ne peut s'expliquer que si l'on abandonne l'idée de la personnalisation du pouvoir et si l'on admet que la politique soviétique est la résultante des impératifs du

dogme et des opportunités de la conjoncture. C'est-à-dire un travail collectif orienté dans un sens bien déterminé.

Il y a certes des frictions et des rivalités au sein du bureau politique, mais elles se situent au niveau des opportunités et non de la conception

politique globale. Exemple : les membres du bureau politique ont pu discuter sur l'opportunité d'employer telle ou telle méthode pour remettre au pas la Pologne, ils n'ont pas mis en doute la nécessité de cette remise au pas.

Pierre LORRAIN

GORBATCHEV : UN AN DE RÉPRESSION CONTRE LA DISSIDENCE

Les dissidents soviétiques ne sont plus à la mode depuis quelques années déjà et les informations sur l'opposition en URSS se faisant plus rares dans la presse occidentale, certains observateurs en ont déduit, un peu rapidement, que le mouvement avait tout simplement cessé d'exister.

Une lecture assidue des « samizdat » russe, ukrainien et lituanien (pour ne citer que ceux-là) permet aisément de se convaincre du contraire. Première évidence : l'information continue à arriver régulièrement d'Union soviétique aux principaux centres et relais de l'émigration comme « *La Pensée Russe* » à Paris, « *Arkhir Samizdat* » à Munich et « *Keston College* » en Grande-Bretagne.

C'est cette information, diffusée par l'émigration soviétique, qui trouve de temps à autre un écho dans la grande presse, en Europe occidentale et aux Etats-Unis. Mais l'une des sources majeures d'information sur la dissidence jusqu'au début des années quatre-vingts, les correspondants occidentaux en poste à Moscou, semble s'être tarie.

Comme le relevait Pierre Rigoulot dans son article sur le « *Correspondant de presse à Moscou* » (*Est & Ouest*, avril 1986), trop de journalistes occidentaux craignent plus que de raison les contacts avec les dissidents ou même des personnes non militantes, mais fréquentant ces milieux et donc bien informées.

D'anciens correspondants occidentaux à Moscou se souviennent qu'il y a quelques années seulement, il semblait normal pour eux de pouvoir vérifier rapidement, grâce à un réseau d'amitiés moscovites, les informations les plus diverses : grève dans une usine en Ukraine, mort d'un détenu dans un camp de Sibérie, arrestation d'un opposant dans une province lointaine... Aujourd'hui, c'est tout juste si la communauté étrangère est au courant quand arrive de Gorki dans la capitale une carte postale signée Andreï Sakharov !

Cette situation est dûe en grande partie aux efforts déployés par le KGB depuis la fin de l'ère Brejnev dans deux directions : arrestation des principales sources d'informations dissidentes (Andreï Sakharov, Tatiana Velikanova, Ivan Kovalev et sa femme Tatiana Ossipova, Malva Landa) et pression accrue sur les journalistes étrangers trop curieux. Cela, depuis les attaques de « voyous » dans la rue jusqu'à l'expulsion, en passant par diverses méthodes de pression psychologique : dénonciation dans les médias ou par des opposants « repentis », filatures permanentes et ostensibles...

En arrivant au pouvoir en mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev a donc hérité d'une situation relativement confortable par rapport à ses prédécesseurs, le plus gros du ménage ayant déjà été fait.

Faute de grands noms à défendre (à l'exception de l'académicien Andreï Sakharov), le thème des droits de l'homme en URSS n'occupe plus la même place qu'avant dans l'opinion publique occidentale. C'est donc sur Sakharov que s'est focalisée l'attention de l'Occident, surtout depuis la libération, en janvier dernier, du militant juif Anatoly Tchcharansky, échangé contre des espions de l'Est pour essayer, une nouvelle fois, de faire passer l'équation : dissident = espion américain.

Ce phénomène bien naturel de médiatisation présente, pour les dirigeants soviétiques, l'avantage d'occulter à peu près totalement le reste du problème dissident.

*
* *

Sur le cas Sakharov, le KGB travaille sans ménager ses efforts, usant sans distinction de la désinformation la plus classique vis-à-vis de l'Occident, de la violence physique contre l'académicien et du chantage sur sa femme, Elena Bonner.

Aujourd'hui comme hier, le KGB s'emploie à briser la volonté de Sakharov et à ternir son

image à l'étranger. Grand amateur des techniques modernes, Gorbatchev s'est illustré, ces derniers temps, par un usage intensif des bandes vidéo pirates du KGB pour vendre à l'Occident de fausses informations sur les Sakharov, ramassant au passage de coquettes sommes en devises grâce à la complicité de certains journaux ouest-allemands.

Dans le même temps, le numéro un soviétique n'a rien trouvé à redire aux tortures infligées à l'académicien pendant sa longue grève de la faim. Sans doute estime-t-il que le visa accordé à Elena Bonner pour se faire opérer en Occident (à condition de s'abstenir de toute déclaration sous peine de ne pouvoir revenir en URSS) constitue un acte d'humanisme digne de tous les pardons. (1)

Si les plus grandes inquiétudes règnent encore actuellement sur le sort du plus célèbre des dissidents soviétiques, que dire de celui des milliers d'opposants plus ou moins inconnus des Occidentaux ?

D'autant que Gorbatchev ratisse large dans sa lutte contre toute forme d'opposition. Fidèle à la politique menée par le Kremlin depuis Lénine, Gorbatchev ne supporte aucune tête qui dépasse et les camps continuent à se remplir de tous ceux qui « pensent autrement » : ouvriers mécontents, Témoins de Jéhovah, peintres non-conformistes, disciples d'Hare Krishna, objecteurs de conscience, Tatars de Crimée, militants juifs pour l'émigration, animateurs du Fonds d'aide aux prisonniers politiques, auteurs du « samizdat »...

Selon de nombreux témoignages parvenus des camps de la région de Perm (Oural) où sont détenus de nombreux prisonniers politiques, rien n'a changé avec l'arrivée de Gorbatchev : l'administration pénitentiaire continue à pratiquer la torture par la faim et le froid, ainsi que les passages à tabac et à imposer un travail dangereux et épuisant dans de nombreux cas, sans aucune assistance médicale, bien entendu.

Le nouveau pouvoir soviétique use et abuse aussi d'un phénomène qui date des dernières années (en fait, une reprise des méthodes staliniennes) : la prolongation de peine, sans que le détenu sorte même du camp, et ce, de préférence quelques jours seulement avant la date prévue pour sa libération, ce qui accroît, comme on l'imagine, l'impact psychologique de la condamnation !

Ainsi, le 14 avril, dans un camp de Norilsk, Sergueï Khodorovitch, ancien animateur du Fonds Soljenitsyne d'aide aux prisonniers politiques, a été condamné à trois ans de camp. Il devait être libéré le 7 avril après trois ans de détention pour sa participation aux activités du Fonds. Motif de sa nouvelle condamnation : « *insoumission à l'administration du camp* ».

Ce nouvel article du Code pénal, introduit par Youri Andropov et largement utilisé par Gorbatchev, présente tous les avantages : la « justice » dans les camps est on ne peut plus expéditive et surtout, il ne sert plus à grand chose de donner des peines de sept ou dix ans de camp qui font mauvaise impression en Occident. Mieux vaut infliger des condamnations d'un, deux ou trois ans — qu'on peut à l'occasion présenter comme un « adoucissement » du régime soviétique ! — qui se succèdent et qui transforment certains dissidents en prisonniers perpétuels.

Le 7 février, le vice-président du Conseil des baptistes non-enregistrés (qui refusent le contrôle de l'État et vivent en partie dans la clandestinité) a été condamné à 5 ans de camp à régime sévère. Le pasteur Piotr Roumatchik, 55 ans, a lui aussi été arrêté pour une nouvelle affaire, alors qu'il n'avait plus que six jours à tirer avant la fin de sa peine. Cette condamnation à 5 ans de camp est la sixième pour le pasteur qui, depuis 1961, a purgé 17 ans au Goulag pour ses activités religieuses.

Les longues peines n'ont pas totalement disparu pour autant. Le dissident ukrainien Petro Raban, 45 ans, a été récemment condamné pour « *propagande antisoviétique* » à 9 ans de camp, suivis de 5 ans d'assignation à résidence. Rouban a passé déjà près de 20 ans derrière les barbelés et cette condamnation est la quatrième, mais sans doute pas la dernière.

De ces condamnations à répétition, nombreux sont ceux qui ne sortent pas vivants, comme l'Ukrainien Vassili Stouss, l'Arménien Ichan Mkrtchian et le baptiste Iakov Dirksen, morts dans les camps du régime « libéral » de Mikhaïl Gorbatchev, après avoir rejeté la main tendue par le KGB pour une ultime humiliation : le repentir public.

*
* *

Gorbatchev a renoué avec une autre pratique stalinienne qui consiste à extorquer aux accusés un *mea culpa* duquel il ressort que toute forme d'opposition en URSS est dirigée plus ou moins directement par la CIA, les « nationalistes bourgeois » émigrés en Occident, des fanatiques religieux, d'anciens nazis...

En un peu plus d'un an, depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, le KGB a obtenu plus de *mea culpa* de dissidents qu'au cours des quinze dernières années. En février dernier, le pasteur luthérien estonien Harri Moetsnik, condamné à trois ans de camp pour « *propagande antisoviétique* », est libéré après avoir « *reconnu ses erreurs* » dans une lettre publiée par la presse locale. En juillet dernier, un « *refuznik* » juif, Dmitri Chapiro, échappe à une peine de 3 ans de camp après une « *déclaration spontanée* » devant la télévision soviétique, au cours de laquelle il a dénoncé les « *centres sionistes* » et une dizaine d'anciens camarades de lutte pour le droit à l'émigration... En mars, un orthodoxe russe, Sergueï

(1) Ce visa semble avoir été le prix à payer par Moscou avant la rencontre Reagan-Gorbatchev à Genève.

Markus, a été libéré après avoir déclaré à la télévision qu'il avait compris que « *le pays des soviets n'est pas l'empire du mal* ».

La dernière rétractation en date est celle d'un ancien militant pour la défense des droits des croyants, Boris Razveev. Le 9 avril, il est apparu sur les écrans de télévision le crâne rasé, s'est présenté comme une « *victime de la CIA* » et a dénoncé deux dissidents actuellement emprisonnés, le père Gleb Yakounine et Alexandre Ogorodnikov, comme ses « *mauvais génies* ».

Ceux qui trouvent la force de refuser toute confession publique s'exposent à de nouvelles persécutions. Mikhail Jikharev, 59 ans, auteur d'une étude intitulée « *La grande tromperie* » (consacrée à la corruption dans les milieux dirigeants), a été interné en février à l'hôpital psychiatrique spécial de Tcherniakhovsk après avoir refusé de renier son livre. Pour avoir diffusé cette étude en « *samizdat* », il avait déjà passé dix ans dans un asile de 1974 à 1984.

Relevons au passage que, depuis l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, l'appareil psychiatrique répressif du KGB s'est enrichi de deux nouveaux établissements : un hôpital psychiatrique spécial à Andropov (anciennement Rybinsk) et un autre à Erevan.

Fidèle à ses traditions, la police secrète soviétique n'hésite pas à tuer des dissidents quand elle estime nécessaire de faire un exemple. Deux opposants ont ainsi trouvé la mort, les 4 et 6 février, dans deux accidents de voiture : Olena Antoniv, morte le 4 février à Lvov (Ukraine), était l'épouse du poète dissident Zinoviy Krassivsky et s'occupait activement du Fonds Soljenitsyne d'aide aux prisonniers politiques, ce qui lui avait valu d'être violemment attaquée par la presse soviétique. Le Père Jozas Zdebkis, décédé dans un accident en Lituanie, était depuis 1978 membre du Comité catholique de défense des droits des croyants. Avant lui, trois autres prêtres avaient trouvé la mort dans des conditions suspectes en Lituanie et cinq autres avaient été blessés ou brûlés par des « *inconnus* ».

Là non plus, la nouvelle équipe dirigeante du Kremlin n'a pas innové : depuis une dizaine d'années, les assassinats d'opposants sont presque exclusivement le fait du KGB en Ukraine et en Lituanie, deux des Républiques les plus préoccupantes pour Moscou sur le plan de la contestation interne, religieuse et nationale.

*
* *

Si, depuis quelques années, les grands noms de la dissidence ont disparu, pour la plupart emprisonnés ou contraints à l'émigration, et si les groupes organisés ont presque tous été éliminés, le mouvement, dans son ensemble, n'a pas pour autant été liquidé.

Les précurseurs de la dissidence, les baptistes non-enregistrés, les adventistes, les uniates, restent aussi actifs qu'auparavant. C'est ainsi qu'on apprend très régulièrement le démantèlement d'une imprimerie clandestine de Bibles ou de catéchismes pour enfants, ou l'existence d'écoles religieuses dans des villages éloignés ou en plein Moscou.

La difficulté accrue du contact avec les étrangers semble avoir provoqué ces derniers temps un renouveau du « *samizdat de reproduction* ». Les livres « *antisoviétiques* » (c'est-à-dire Soljenitsyne, la Bible, les poèmes d'Akhmatova, le *Docteur Jivago* de Pasternak...) arrivant en trop petit nombre, il convient de les reproduire, soit avec un appareil photo, soit avec l'une des rares photocopieuses disponibles dans les bureaux, où elles sont bien gardées !

De plus en plus de Soviétiques — y compris des militaires —, pas forcément dissidents, mais tout simplement non-conformistes ou curieux, ont été condamnés pour « *diffusion de propagande antisoviétique* », après avoir reproduit « *La ferme des Animaux* » de George Orwell, « *L'archipel du Goulag* » de Soljenitsyne ou « *Le zéro et l'infini* » d'Arthur Koestler.

S'il fallait terminer sur une note d'humour noir, il conviendrait de rappeler les propos du numéro un soviétique dans l'entretien qu'il avait accordé à *l'Humanité* le 8 février. Interrogé sur l'existence de prisonniers politiques en URSS, il avait répondu : « *Il n'y en a pas chez nous. De même, nous ne persécutons pas les citoyens pour leurs convictions. Nous ne traduisons personne en justice pour délit d'opinion* ».

Mikhail Gorbatchev avait cependant ajouté : « *Autre chose est que chaque État doit se défendre contre ceux qui lui portent atteinte, qui appellent à le mettre en cause ou à le détruire, ou qui espionnent pour le compte de services étrangers. Actuellement, comme on me l'a fait savoir, un peu plus de deux cents personnes purgent une peine pour avoir commis de telles infractions* ».

« *Menteur et sournois comme une douzaine de soutiens-gorge* », aurait dit Céline ! En un peu plus d'un an, c'est bien plus de deux cents personnes qui ont été arrêtées et condamnées sous le règne de Gorbatchev, étant entendu que ce chiffre ne représente que la petite partie de la réalité parvenue jusqu'aux observateurs occidentaux.

Pierre HENCK

Vente de livres d'occasion

(politique, histoire, syndicalisme)
le vendredi 20 juin à partir de 16 h
à l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré, Paris 16^e
(pavillon au fond du jardin)
Métro Trocadéro.

LES ÉTAPES DU RAPPROCHEMENT ENTRE LA LIBYE ET L'URSS

Le premier septembre 1969, un groupe de jeunes officiers prenait le pouvoir à Tripoli. A leur tête, le colonel Kadhafi. Leur « conseil révolutionnaire » s'affirmait attaché à « l'unité, la liberté et le socialisme », formule reprise directement de l'Union Socialiste Arabe, le parti de Nasser. A la limite, Kadhafi se voulait alors plus nassérien que Nasser lui-même, à qui il reprochait de faire un peu pencher la balance de ses alliances en faveur des Soviétiques. Contre le colonialisme et le racisme, il convenait, selon le leader libyen, de développer une « troisième voie », aussi éloignée du capitalisme que du socialisme soviétique.

1969-1973. LE TIERS-MONDISME LIBYEN

Tierce voie, Tiers Monde, tels sont alors les choix de Kadhafi. Le porte-parole du Conseil Révolutionnaire affirme le 15 octobre 1969 qu'il « attache une grande importance à l'unité des pays du Tiers Monde et qu'il luttera pour y vaincre le sous-développement économique et social ».

Les actes et les engagements suivent rapidement. Ils ne sont pas pour déplaire aux Soviétiques (qui ont reconnu le nouveau régime immédiatement après les Etats arabes « progressistes ») :

- fermeture des bases anglaises et américaines installées dans le pays ;
- soutien aux révolutionnaires — les Irlandais, les Noirs américains et les Saharaouis sont les premiers nommés ;
- nationalisation de nombreuses entreprises étrangères, puis des banques et enfin des compagnies pétrolières (nov. 69-déc. 70).

Mais les Soviétiques n'ont pas seulement des raisons de se réjouir des décisions libyennes :

- en 1971, Kadhafi critique le soutien de l'URSS aux P.C. arabes et dénonce « l'impérialisme soviétique » dans la guerre indo-pakistanaise ;
- en 1972, il dénonce le traité d'amitié conclu entre l'Irak et l'URSS ;
- en 1973 enfin, il lance sa « révolution culturelle », qui vise à constituer une société échappant à la fois au « matérialisme capitaliste » et à « l'athéisme communiste » (pour ponctuer cette dernière orientation, il fait arrêter des membres d'un groupe communiste libyen clandestin). Le 14 mai 1973, au cours d'un grand discours prononcé à Tripoli, il esquisse une conception politique as-

sociant pacifisme, spiritualisme, et oecuménisme religieux, anticapitalisme et anticommunisme. Cette conception sera bientôt consignée dans un « Livre vert », concurrent tardif du petit « Livre rouge » de Mao tsé toung. (1)

« Nous avons besoin, lance-t-il, de retourner à Dieu et de nous éloigner du Diable. La production de bombes atomiques, de missiles intercontinentaux et d'armes biologiques peut seulement être l'œuvre du Diable... Ce qui importe pour le monde, c'est à nouveau d'adorer Dieu et non de simples mortels comme Lénine ou Staline, ainsi qu'on le fait en Russie, des vaches ou des idoles ainsi qu'on le fait en Inde, ou des machines et Mammon ainsi qu'on le fait dans bien des endroits de l'Est ou de l'Ouest... »

... Nous appelons notre conception la Troisième Théorie pour indiquer qu'elle ouvre une nouvelle voie pour tous ceux qui rejettent à la fois le capitalisme matérialiste et le communisme athée. Cette voie est valable pour tous les peuples du monde qui rejettent la dangereuse confrontation entre le Pacte de Varsovie et l'OTAN, et pour ceux qui soutiennent les petites nations qui veulent jouir du droit que Dieu leur a donné à l'indépendance, notamment celles, nombreuses, qui sont tenues en esclavage par le gouvernement soviétique... »

1974-1977. RAPPROCHEMENT MESURÉ

L'évolution de l'Egypte qui depuis 1972, s'est alliée aux Etats-Unis, et l'hostilité radicale du colonel Kadhafi à l'Etat d'Israël, rapprochent peu à peu la Libye de l'Union Soviétique. Le 28 avril 1974, le commandant Abdoul Salam Jaloud, considéré comme le n° 2 du régime, déclare que « les relations soviéto-libyennes étaient meilleures qu'elles ne l'avaient jamais été » et que les deux pays, « avaient en commun leur opposition aux

(1) Sur l'idéologie du « Livre vert », cf. le colloque « marxisme et livre vert » tenu à l'université de Paris, les 19 et 20 avril 1984 (compte rendu dans la revue communiste *Recherches Internationales* d'avril/juin 1984). Le discours de Kadhafi du 14 mai 1974 est largement reproduit dans les *Kiesing Contemporary Archives Kiesing* (vol. 1974 p. 25967), qu'on peut consulter à la bibliothèque de l'Institut d'Histoire Sociale. Ces archives proposent aux chercheurs une chronologie précise des événements politiques mondiaux avec un classement par pays et par thèmes. Elles ont été notre principale source d'information. Nous nous sommes aussi reporté au travail de Lisa Anderson, intitulé *Qadhafi and the Kremlin* (revue *Problems of Communism*, sept. oct. 85), qui inspire très largement les pages 108 à 119 du livre récent d'H. Carrère d'Encausse : *Ni paix ni guerre*. (Grasset éd.).

efforts de l'Amérique pour rétablir son influence dans le monde arabe ».

Jaloud se rend même en visite officielle en URSS du 14 au 20 mai 1974 et rencontre Brejnev Kossyguine et Podgorny. Un accord commercial est signé : chaque pays accordera à l'autre la clause de la nation la plus favorisée. Une commission mixte est également constituée pour étudier les problèmes touchant aux relations commerciales et à la coopération économique, scientifique et technique.

Il n'est pas fait allusion, sur le moment, à une aide militaire soviétique, mais les effets de la visite de Jaloud se font bientôt sentir : des conseillers soviétiques remplacent massivement les conseillers égyptiens rentrés chez eux et à la fin de l'année, l'URSS aura remplacé la France comme premier fournisseur d'armes de la Libye.

Du 12 au 15 mai 1975, un an presque exactement après la visite de Jaloud à Moscou, Alexis Kossyguine se rend en Libye. Un protocole d'accord est signé dans les domaines économique, technique, éducatif, scientifique, culturel et même sportif.

Le 27 mai, la *Pravda* annonce que l'URSS fournira à la Libye des équipements militaires pour un montant de 800 millions de dollars. Ce jour-là, se trouve à Moscou le commandant Omar Abdoullah Meiheishi, ministre du Plan et de la Recherche scientifique (2). Il signe un accord selon lequel l'URSS mettra sur pied une centrale atomique en Libye. C'est la première fois — si l'on excepte le cas un peu particulier de la Finlande — que l'URSS s'engage à fournir ce type de matériel hors du « camp socialiste ».

En septembre 1975, de nouvelles nationalisations sont décidées en Libye et en janvier 1976, un « plan quinquenal » élaboré. Par ailleurs, les consultations soviéto-libyennes se poursuivent : les 11 et 12 novembre 1975, Abdou Zerd Dorda, ministre des Affaires étrangères, se trouve à Moscou.

Les positions soviétique et libyenne sont pourtant loin d'être encore identiques sur le plan international. Déjà, Kossyguine avait souligné, pendant son voyage, que l'idée d'une « guerre générale pour se libérer de l'impérialisme » impliquait un prix trop élevé — quelle qu'en fût l'issue, et qu'il fallait œuvrer à la « coexistence pacifique ». Il savait, en effet, que Kadhafi déploirait cette détente entre l'URSS et les USA et qu'il la dénonçait comme une « trahison de la cause anti-impérialiste ». Il est clair qu'à l'époque, sur le plan intérieur comme sur le plan international, la Lygie garde encore ses distances avec le monde communiste. C'est en cette fin 1975 que Kadhafi fait diffuser son « livre vert », exposé de la « troisième voie » pour remédier à « l'échec de toutes les théories politiques ». Et aux Égyptiens qui ac-

cusent Kadhafi de vendre son pays aux Soviétiques, il est répondu que « la Révolution libyenne qui a aboli les bases américaines et anglaises ne les remplacera pas par des bases soviétiques ». Les contacts avec les Occidentaux se maintiennent : du 20 au 22 mars, ce n'est pas un hôte socialiste qu'on reçoit en grande pompe, c'est... Jacques Chirac, Premier ministre de Giscard d'Estaing.

Le voyage du colonel Kadhafi à Moscou en décembre 1976 marque indéniablement, en revanche, une nouvelle étape dans le rapprochement de la Libye avec l'URSS.

1977-1978. DES LIENS ECONOMIQUES ET MILITAIRES ETROITS

Ce voyage est un point de départ, disions-nous, mais c'est aussi l'aboutissement de nombreux contacts plus ou moins discrets et de nombreuses tractations. On relèvera, notamment, le voyage, au début du mois de novembre 1976, du commandant en chef de l'armée libyenne, Abdou-Bahr Younis Jabir, que reçoit le maréchal Oustinov. Il ne s'agissait certainement pas pour lui d'accuser simplement réception de la récente livraison — en septembre — de tanks T 62, de pièces d'artillerie lourde, de missiles sol-sol et de missiles à longue portée.

Le même mois de novembre 1976, c'est le ministre de l'industrie, Gaballah Azouz Tallir, qui obtient de l'URSS qu'elle installe des usines métallurgiques, des lignes électriques, des pipe-lines.

En décembre enfin, c'est le colonel Kadhafi lui-même qui se rend à Moscou. Podgorny vante « la politique libyenne de neutralité et de non-alignement, une politique qui a d'une façon certaine une orientation anti-impérialiste ». Kadhafi renvoie le compliment : « L'Union Soviétique a une position correcte en ce qui concerne la cause de la liberté, en particulier dans le monde arabe ». Un communiqué commun est publié, qui vante « les relations d'amitié et de coopération, fondée sur le respect mutuel, l'égalité et la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme et la réaction et pour la paix et le progrès social ». Cette prose indigeste, au style plus soviétique que libyen, s'accompagne d'un nouveau protocole d'accord sur la coopération technique et économique, et d'accords sur la navigation et la culture.

Le 2 mars 1977, Fidel Castro vient en visite à Tripoli (et à cette occasion, la dénomination officielle de l'Etat libyen devient la Jamahiryah — « l'Etat des masses » — populaire socialiste libyenne arabe.)

En février 1978, la Libye participe à une réunion du « front de la fermeté » antiisraélien à Alger, qui en appelle à des liens plus étroits avec l'URSS.

On est vraiment en pleine lune de miel avec le « camp socialiste », et au tableau d'honneur soviétique, Kadhafi gagne un rang : la Libye n'a

(2) Il devait s'enfuir peu après en Tunisie.

plus seulement une « *orientation antiimpérialiste* » : dans son numéro du 11 juillet 1978, la revue *Kommunist* définit la Libye comme un « Etat à orientation socialiste ».

En octobre de la même année, Kadhafi évoque la possibilité d'adhérer au pacte de Varsovie. Ses forces n'y seraient pas négligeables : il dispose maintenant de 2 000 tanks T 54, T 55 et T 62, 1 000 transports de troupe blindés, d'une douzaine de bombardiers Tu 22, de Migs 23 et 25, etc.

Les accords de Camp David unissent un peu plus la Libye et l'URSS dans une même désapprobation, mais si un traité de coopération est signée avec la RDA en février 1979, il n'en est pas de même quand Ceausescu vient en Libye. On se contente alors d'accords commerciaux et économiques. Faut-il en chercher la raison dans le fait que la Roumanie entretient des relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël ? La Roumanie — comme les autres Etats socialistes — n'éprouve-t-elle pas plutôt certaines réticences à l'égard des initiatives de Kadhafi ?

1979-1981. FLOTTEMENTS

Ce dernier, en 1979, ne condamne pas, publiquement du moins, l'invasion soviétique de l'Afghanistan et l'on s'en réjouit au Kremlin, mais d'autres de ses initiatives sont moins appréciées :

- soutien à Amin Dada (1979) ;
- intervention ouverte au Tchad et refus de reconnaître le gouvernement tchadien, contrairement à l'avis de l'OUA (1980) ;
- assassinats par trop voyants d'exilés libyens en Italie, en Allemagne de l'Ouest, en Grèce et au Liban (1980) ;
- soutien ostensible à l'Iran dans sa guerre contre l'Irak.

En mars 1981, Kadhafi est (pour la deuxième fois) à Moscou. Or, selon diverses sources américaines, cette visite aurait attisé la méfiance des Soviétiques à l'égard de leur hôte, qui critique devant eux leur politique en Afghanistan et en Pologne, et manifeste le désir d'ouvrir des consulats dans les républiques d'Asie Centrale... La Libye perd alors une étoile dans l'édition 1981 du Guide Brejnev des lieux politiquement recommandables : d'« *Etat à orientation socialiste* », elle est redevenue simple « *Etat à orientation anti-impérialiste* ».

En même temps cependant, d'autres liens, à la fois plus discrets et plus solides, rapprochent le régime libyen et l'URSS. Les fournitures militaires soviétiques se poursuivent à un rythme soutenu. Il est important de souligner que Kadhafi n'est pas simplement demandeur : les armes fournies par les Soviétiques sont facturées en devises fortes, dont ils ont grand besoin. Malgré ses imperfections, donc, le régime libyen est utile à l'Union Soviétique du fait de sa politique anti-américaine et anti-israélienne, mais aussi du fait qu'il constitue une source d'approvisionnement en

dollars. Ses imperfections — sur le plan intérieur cette fois — peuvent même être fort utiles. Kadhafi est loin de faire l'unanimité parmi les cadres de son pays. Une opposition existe, notamment au sein de l'armée et il a besoin des experts militaires soviétiques et est-allemands (ces derniers assurent la bonne marche des services de renseignements) pour la survie de son pouvoir. Ces conseillers de l'Est ont d'ailleurs déjà fait échouer plusieurs tentatives de coups d'État. Leur présence — et l'accroissement de leurs moyens et de leur nombre — en sont légitimés d'autant.

1981-1986. NOUVEAU RENFORCEMENT DES LIENS SOVIETO-LIBYENS

Ces deux points d'ancrage au « camp socialiste » (économique et financier d'une part, militaire d'autre part) vont se consolider. La dépendance libyenne à l'égard de l'URSS grandit et le nombre d'experts et de coopérants communistes augmente. Le commerce entre la Libye et l'URSS croît de 160 % entre 1981 et 1983. A cette date, 14 000 Polonais et 9 000 Bulgares se trouvent dans le pays, mais aussi 3 500 conseillers militaires soviétiques et est-allemands. En juillet 1981, la flotte soviétique avait relâché à Tripoli. L'année suivante, des manœuvres navales soviéto-libyennes sont organisées. Il semble qu'aujourd'hui, ce soit, de façon quasi-permanente que les ports libyens accueillent des navires soviétiques.

Ce poids accru de l'Est se traduit aussi de façon spectaculaire en politique internationale : le « *champion du monde arabe et de l'islamisme* » prend en effet une étrange décision : en février 1982, il apporte son aide au gouvernement communiste afghan en lutte contre les résistants musulmans. Les relations entre les deux gouvernements avaient été plutôt froides jusque là. En 1981, des délégations afghanes de haut niveau sont d'abord reçues et le 7 février, Radio-Kaboul peut annoncer qu'un certain nombre de projets de développement seront financés par la Libye.

1982 est encore l'année d'un traité tripartite, signé par la Libye avec le Sud-Yemen et l'Ethiopie « *socialistes* ». En septembre, Kadhafi visite la Tchécoslovaquie et la Pologne. Un traité d'amitié est signé avec le premier pays. Un autre est « *prévu dans un proche avenir* » avec le second.

Les 25 et 26 octobre, il se rend en Chine communiste, en janvier 1983 en Bulgarie (d'où un traité d'amitié et de coopération) et en Roumanie (le traité, différé en 1978, est cette fois signé en bonne et due forme).

Du 16 au 19 mars, le commandant Jalloud et Abdoullah Obeidi, ministre des Affaires étrangères, se rendent en URSS. Ils y rencontrent respectivement Nicolas Tikhonov et Andrei Gromyko. Le 19, un communiqué commun est signé, qui évoque « *l'accord de principe* » pour un traité d'amitié et de coopération. On sait que ce traité

n'est toujours pas signé. Et si l'URSS ne semble pas pressée de le faire, elle est davantage soucieuse d'accroître la dépendance de la Libye à son égard. Il faudra, écrit par exemple la *Pravda*, « établir une structure stable des liens économiques entre les deux pays. »

Les rencontres soviéto-libyennes se multiplient à cette époque :

— octobre 1984, discussions concernant le programme de développement de l'énergie nucléaire ;
— 19 au 23 novembre, séjour à Moscou d'Abdoul Bahr Younis Jabir.

Du 10 au 14 octobre, troisième visite de Kadhafi à Moscou. Dès la fin de l'année, il obtiendra de nouveaux armements — notamment des missiles sol-air. Par ailleurs, il signe des accords économiques, scientifiques, techniques et commerciaux. Et si une fois de plus le traité d'amitié et de coopération est repoussé à plus tard (l'affaire toute récente de l'« *Achille Lauro* » n'y est probablement pas étrangère), un protocole de consultations politiques est signé.

On peut dire qu'en 1986, cette double tendance (une implantation économique et militaire de l'URSS en Libye, plus un soutien politique qui ne va pas sans réticence à Kadhafi) se confirme. D'où la poursuite des échanges de délégations militaires (Younis Jabir s'entretient le 22 janvier 1986 à Moscou avec le maréchal Sokholov et le 8 avril, une délégation économique et militaire de l'URSS, sous la direction de Constantin Katouchev, se rend en Libye.) D'où aussi des manifestations de solidarité toutes verbales de Gorbatchev contre la « politique néo-globaliste de Reagan », et une déclaration de Soukhin, porte-parole du ministère des Affaires étrangères soviétique, selon laquelle « l'URSS et la Libye considèrent que le niveau des relations n'a pas besoin d'être renforcé par des décisions d'ordre juridique ».

Le chef libyen avait, dans un récent entretien accordé à la *Stampa*, affirmé que si les relations avec les USA se détérioraient, la Libye serait forcée de réaliser une « alliance militaire formelle » avec l'Union soviétique et que le résultat serait

KADHAFI PARLE DE L'URSS

En 1983, le colonel Kadhafi s'est entretenu avec trois journalistes pendant une douzaine d'heures. Le contenu de ces entretiens a été publié l'année suivante (1). Les passages ci-dessous, qui concernent l'URSS, nous semblent particulièrement intéressants :

Il ne fait aucun doute que l'URSS, issue de la révolution bolchevique, défend les principes fondamentaux du socialisme et du progrès. Tels sont les principes révolutionnaires sur lesquels s'est fondée la société soviétique. Seulement voilà : l'URSS est devenue une grande puissance que sa stratégie a amenée à prendre des positions qui paraissent parfois en contradiction avec ses propres principes. Cela s'explique par le fait que l'existence d'une puissance impérialiste dans le monde a contraint l'URSS à la combattre en adoptant un comportement qui est, finalement, de même nature (...)

L'impérialisme impose donc à l'URSS de prendre des positions similaires sur le plan international. Mais, alors que les Soviétiques déclarent qu'ils sont prêts à retirer leur flotte de la Méditerranée si les Américains en font autant, ces derniers ne tiennent pas le même langage.

— Selon vous, où se situe le camp de la paix ?

C'est très clair. On n'a point entendu l'URSS menacer militairement une région ou un pays appartenant à l'Otan. On ne l'a pas vu entretenir des bases militaires en dehors de son territoire. On n'a pas vu un pays du pacte de Varsovie déployer une activité militaire ou formuler des menaces

dans une autre région du monde. Les Etats-Unis, en revanche, ont ostensiblement accompli tous ces forfaits, et ce n'est pas un hasard si presque tous les peuples du monde sont hostiles aux Américains et non aux Soviétiques (...).

Les réactionnaires du monde entier, à commencer par les Occidentaux, se sont opposés à notre présence au Tchad comme ils le font aujourd'hui à la présence soviétique en Afghanistan (...).

Je condamnerais l'URSS si le Gouvernement afghan de (...) Babrak Karmal lui demandait de retirer ses forces et qu'elle ne le faisait pas. Il y aurait alors occupation de type colonialiste, et il faudrait y résister. Tant que ce n'est pas le cas, les autres mouvements en Afghanistan doivent être considérés d'un point de vue juridique comme étant en rébellion contre leur gouvernement — et non, d'ailleurs, contre la présence soviétique.

Pour comprendre l'affaire de l'Afghanistan, il convient de rappeler qu'avant l'avènement de la révolution, ce pays était dirigé par un régime féodal, très arriéré et réactionnaire. En vérité, nous sommes contre ce régime fondé sur le pouvoir des sultans, des rois et des tribus, tout comme cela se faisait au Moyen Age. C'est pour défendre leurs intérêts que les partisans de l'ancien régime ont mobilisé les tribus, les ont armées pour les envoyer combattre la révolution afghane. S'il existait un mouvement révolutionnaire qui lutte pour la disparition de la féodalité, pour le socialisme, pour l'indépendance du pays à l'égard de l'URSS et des autres puissances, alors et alors seulement il serait digne de considération et de soutien.

(1) Kadhafi, « Je suis un opposant à l'échelon mondial ». Editions P.M. Favre/ABC Lausanne-Paris, 1984 (p.52/55).

l'installation en Libye de missiles nucléaires très modernes et à longue portée.

L'alliance militaire n'est pas encore venue et l'URSS, qui souhaite renouer le dialogue avec Reagan, n'a pas très vigoureusement condamné le raid américain...

Que Kadhafi éprouve un certain ressentiment contre la parcimonie avec laquelle les Soviétiques l'ont soutenu lors du raid américain, est chose possible. Qu'il puisse exprimer ce ressentiment de manière agissante est peu probable. Kadhafi est devenu par trop dépendant du « camp socialiste » pour se le permettre : 4 000 conseillers militaires soviétiques et est-européens, 30 000 conseillers techniques de ces mêmes pays — auxquels il faut

ajouter 5 000 Cubains, pour une population de 3 millions d'habitants, c'est proprement énorme. Il est devenu même plus probable que ce quadrillage par des cadres communistes, aboutisse un jour à l'élimination de Kadhafi au profit d'un homme situé davantage dans la ligne souhaitée par Moscou, plutôt qu'au renvoi des dits conseillers. Et à ceux qui évoquent l'exemple de l'Egypte, qui en 1972 s'était débarrassée presque du jour au lendemain de ses conseillers soviétiques, nous rappellerons seulement que l'URSS et les pays de l'Est avaient mis alors en place seulement 20 000 conseillers et coopérants, pour une population 20 fois supérieure à celle de la Libye...

Pierre RIGOULOT

KHADAFI ET LES SANDINISTES

Le colonel Kadhafi n'a pas seulement noué des liens avec l'Union soviétique et ses satellites. Il s'est aussi rapproché de pays géographiquement plus éloignés de la Libye, mais engagés sur la voie du marxisme-léninisme, comme le Nicaragua. Le grand quotidien suisse « *Neue Zürcher Zeitung* » (26 avril), sous le titre « *Axe terroriste Tripoli-Managua* », apporte un certain nombre d'informations sur ce sujet.

Dès 1969/70, des guérilleros sandinistes furent entraînés dans divers camps de l'OLP, y compris en Libye. Neuf ans avant leur accession au pouvoir, en 1979, les sandinistes étaient déjà complices de Palestiniens en matière de piraterie aérienne. Le 6 septembre 1970, quand des terroristes arabes, dont Leila Khaled, tentèrent de s'emparer d'un avion d'El-Al, un sandiniste, Patrick Arguello, trouva la mort. Les sandinistes furent aussi complices de la tentative d'enlèvement simultané de quatre autres avions cette même année 1970.

A la fin des années 70, mais toujours avant leur avènement au pouvoir, les sandinistes s'étaient liés solidement à Kadhafi. Le principal homme de liaison était à l'époque Tomas Borge, aujourd'hui ministre de l'Intérieur et homme fort du régime sandiniste. C'est lui, avec des subsides libyens, qui avait négocié, dans les années 70, des achats d'armes au Vietnam et en Corée du Nord.

Le 19 juillet 1979, les sandinistes prirent le pouvoir. Début août, le « commandante » Henry Ruiz fit un voyage dans quatre pays : Union soviétique, Bulgarie, Algérie et Libye. Comme c'est l'usage parmi les « camarades socialistes », au-

cune information de source officielle ne vint préciser la nature de ces contacts ni le contenu des ententes signées. Henry Ruiz se contenta de dire que « *certaines accords sur l'assistance technique* » avaient été conclus.

En mai 1981, le Nicaragua reçut de Kadhafi un prêt de 100 000 dollars à échéance indéterminée, à la suite d'une visite très discrète de Tomas Borge à Tripoli, fin 1980. Le 20 juin 1981, les sandinistes organisèrent une fête à Managua pour célébrer le 11^e anniversaire de la fermeture des bases aériennes américaines en Libye. Sergio Ramirez (aujourd'hui vice-président) glorifia l'amitié et la solidarité entre les deux pays. En septembre 1981, Daniel Ortega, chef de la Junte sandiniste, se rendit à Tripoli pour demander une nouvelle aide, à commencer par des livraisons de pétrole.

En avril 1983, un « accident de parcours » donna l'occasion de mesurer l'étendue de l'aide de la Libye au Nicaragua : quatre avions libyens, qui officiellement transportaient une aide médicale destinée à la Colombie, durent se poser au Brésil. Ils furent fouillés par les autorités brésiliennes, qui trouvèrent à bord des avions 84 tonnes d'armes et de munitions destinées à Managua. Peu après, la Libye et le Nicaragua reconnurent les faits.

En septembre 1984, Tomas Borge se rendit une fois de plus à Tripoli pour les fêtes du 15^e anniversaire du régime de Kadhafi. Ce dernier déclara que la Libye soutenait le Nicaragua avec des combattants, des armes et de l'argent, pour la raison simple que le Nicaragua combattait l'impérialisme américain sur le continent américain.

LE MYSTÈRE DU POUVOIR COMMUNISTE

Un document stupéfiant est arrivé de Pologne, publié dans le mensuel parisien « *Kultura* » sous le titre : « *Procès-verbaux de la Commission dite Grabski* » (1). Cette Commission fut créée en avril 1981 sur décision du Comité central du POUP (Parti ouvrier unifié polonais). Elle était chargée d'examiner les problèmes touchant à la « *responsabilité personnelle* » des dirigeants du Parti dans la crise régnant sur le pays. Cette Commission était présidée par le secrétaire du Comité central de l'époque Tadeusz Grabski. Au cours de ses séances, elle entendit entre autres l'ancien Premier secrétaire du Comité central Edward Gierek, les ex-Premiers ministres Piotr Jaroszewicz et Edward Babiuch, l'ancien secrétaire de la section de la propagande du Comité central Jerzy Lukaszewicz.

On peut rapprocher ces procès-verbaux des interviews que Teresa Toranska publia dans son livre « *Eux* » (2). Dans les deux cas, l'un pour les années 70, l'autre pour les années 1944-56, les chefs du Parti qui dirigeaient la Pologne cherchent à expliquer leurs échecs. A la seule différence que dans le second cas, les interviews étaient accordées par des hommes à la retraite et données de plein gré aux journalistes, avec qui il était possible de discuter et d'éviter les questions « délicates ». Tandis que devant la Commission Grabski comparaissaient des hommes qui, hier encore, détenaient l'autorité suprême dans le pays, des hommes encore sous le coup de leur limogeage. Les questions étaient posées par des personnes qui connaissaient bien les chefs déchus et avaient été brimées par eux plus d'une fois. Se soustraire aux questions « acérées » n'était pas facile. Toutefois, les membres de la Commission, triés sur le volet, comprenaient parfaitement bien qu'il ne fallait pas poser certaines questions, qu'il valait mieux ne pas couler un regard vers certains recoins.

Les procès-verbaux de la Commission ne furent jamais publiés. La crainte qu'ils ne soient révélés à l'opinion publique ne quittait pas Grabski. Dans sa terreur, il avertit : « *Si cette affaire parvenait par je ne sais quel moyen jusqu'à Solidarité* »... Et il ajoute avec amertume : « *Dans ce bâtiment, on ne peut garder secret aucun document...* ». Le bâtiment où a travaillé la Commission abrite le local du Comité central du POUP.

Les craintes les plus vives de Grabski se réalisèrent : les procès-verbaux furent divulgués. Les Polonais peuvent une fois de plus voir leurs diri-

geants pitoyables, apeurés, se rejetant la faute les uns sur les autres, pervertis et corrompus par le pouvoir absolu. L'ancien secrétaire du Comité central et ex-ministre de l'Intérieur Franciszek Szelc, prenant la parole en tant que témoin, ne qualifiait pas autrement que de « gang », « mafia », ce groupe de chefs déchus (il avait été écarté du pouvoir à la suite d'une brouille avec Gierek). Entièrement d'accord avec ces épithètes, Grabski propose cependant à la presse de remplacer le mot « mafia » par le terme « groupe de pression » qui sonne de façon plus noble.

Les « *Procès-verbaux de la Commission Grabski* » sont une source extrêmement précieuse pour étudier la psychologie des dirigeants communistes, une éclatante démonstration des résultats dus à leur façon bien particulière de sélectionner les cadres, identique dans tous les pays de type soviétique. Cependant, le véritable intérêt du livre est ailleurs. C'est une nouvelle confirmation que les secrets du mécanisme du pouvoir communiste restent un mystère pour ceux-là même qui détiennent ce pouvoir. Le système du pouvoir totalitaire représente une énigme pour les dirigeants des pays de type soviétique.

En écoutant les explications confuses, bourrées d'incorrections et peureuses de l'ancien Premier ministre, un membre de la Commission assis dans la salle, n'y tenant plus, lui pose la question primordiale : « *Camarade Gierek, à qui la faute, à la fin, s'il règne un tel bordel dans notre pays ?* »

A qui la faute ? C'est-à-dire à quel rouage du pouvoir ? Qui prend les décisions aboutissant à une catastrophe économique, politique et sociale ? En 1956, au XX^e congrès du Parti communiste de l'URSS, Khrouchtchev avait posé la même question. Depuis, on cherche toujours les responsables du « bordel » en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en URSS.

Dans la recherche des responsabilités, tous ceux qui avaient été convoqués par la Commission eurent recours dans leurs déclarations à la formule salubre du Parti communiste : « *Le Parti décide, le Gouvernement exécute* ». Mais aucun d'entre eux ne savait ce que cela signifiait dans la pratique. Personne ne savait où commence la frontière entre la décision et l'exécution. D'autant moins que, comme le répétaient avec insistance les ex-Premiers ministres et ministres, les décisions concernant tous les problèmes — y compris les plus insignifiants — étaient prises par le Polit-

(1) Protokoly tzw Komisji Grabskiego. Tajne dokumenty PZPR. Instytut Literacki. Paryż, 1986.

(2) Voir *Est & Ouest* n° 27 (février 1986), p. 10.

buro. Le Premier secrétaire du Comité central, de son côté, insistait sur le fait que ce n'étaient pas les Premiers ministres ni les ministres qui exécutaient les décisions du Politburo.

En d'autres termes, il n'existe pas de document qui mette à nu plus clairement le système politique du Gouvernement soviétique : le Parti décide tout, contrôle tout, mais ne répond de rien. Un témoignage remarquable des vertus de ce système a été constitué (à la demande de la Commission) par une expertise judiciaire. Or, il est apparu que les lois polonaises ne prévoient pas de procédure judiciaire à l'encontre de décisions prises par la direction du Parti, en dépit de leurs conséquences. Les fonctionnaires sont responsables devant la loi de leur propre activité. Les responsables du Parti ne sont pas, selon les experts, des fonctionnaires qui relèvent du Code pénal. Le seul moyen que proposèrent ces experts (pour tourner la loi), c'est d'intenter une procédure judiciaire contre un dirigeant du Parti (disons le Premier secrétaire du Comité central) « pour incitation aux abus de pouvoir ». Car l'abus de pouvoir, c'est le ministre (ou le Premier ministre) qui en répond.

La formule en elle-même « *Le Parti décide, le Gouvernement exécute* » n'éveille aucun doute ni de la part des membres de la Commission, ni de la part des intervenants.

Les questions surgirent à propos de la première proposition de la formule : *le Parti décide*. Qu'est-ce que cela signifie ? Qui incarne le « *Parti* » ?

Tous — à nouveau — sont d'accord pour que le Parti soit incarné avant tout par le Premier secrétaire et ensuite le Politburo. Le hic pour la Commission, c'est l'évolution de la personnalité du Premier secrétaire : pourquoi, lors de son élection, le Premier secrétaire plaît-il à tout le monde, est-il aimé de tous et devient-il par la suite de plus en plus mauvais ? Franciszek Szlachcic a raconté comment s'était « perverti » son ancien ami intime Gierek, rappela comment ce « mécanisme de perversion » avait agi sur Bierut et Gomulka et il eut même l'astuce de demander comment cette « perversion » se manifestait dans les autres pays.

Les fidèles de Gierek révélèrent que le mauvais caractère de l'ancien Premier secrétaire empirait à mesure qu'augmentaient son pouvoir et le culte de la personnalité. Ils reprochèrent à Gierek deux fautes graves : celle d'avoir trop de pouvoir et de ne pas l'employer continûment. Ils l'accusèrent notamment de vouloir gouverner la Pologne « sans procès politiques » ni « détenus politiques ». La gravité de ces accusations était amplifiée du fait que, selon eux, le « libéralisme » du Premier secrétaire venait de son désir de plaire à l'Occident.

La première question posée par la Commission (à qui la faute ?) amenait une seule et unique réponse : au Premier secrétaire qui, détenant le pouvoir absolu, d'une part ne se sert pas de ce pouvoir « à bon escient » en favorisant ses fidèles les plus proches, en jouant au libéral, et d'autre

part ne l'utilise pas suffisamment (en ne prenant pas d'initiative quand cela est nécessaire). La deuxième question de la Commission retrouvait un accent tout léniniste : que faire ? Et ceux qu'on interrogeait et ceux qui interrogeaient furent d'accord : il était indispensable de faire quelque chose pour surmonter la « crise » (désignant par ce mot l'émergence de « *Solidarité* »). Tous étaient d'accord pour, selon l'expression de l'ancien dirigeant de la section de la propagande et de la culture, « *ne pas changer de modèle* ».

*
**

Les conclusions de la Commission, si on les débarrasse des brumes de la langue de bois soviétique, ont abouti à quatre points : 1. renforcer le contrôle du Parti dans tous les domaines de la vie du pays ; 2. améliorer la sélection et la préparation des cadres du Parti ; 3. prêter attention à la « *justice sociale* », c'est-à-dire s'opposer au monstrueux accroissement des privilèges de la direction du Parti, qui provoque la colère du peuple ; 4. renforcer la lutte contre l'opposition et surtout refuser la « *conception subversive* » d'une direction de pays socialiste sans procès politiques ni détenus politiques. La réalisation de ce programme, a assuré la Commission, peut aider le Parti à sortir la Pologne de la crise économique, sociale, politique et à progresser vers le Socialisme.

Les procès-verbaux de la Commission Grabski, les conclusions auxquelles cette Commission a abouti, sont instructifs en tant qu'exemple d'« *analyse* » communiste émanant de l'axiome : le pouvoir du Parti est total, indivisible et immuable. Ces procès-verbaux, extrêmement intéressants et instructifs en eux-mêmes, ont acquis une signification particulière après le XXVII^e congrès du Parti communiste de l'URSS. De nombreuses interventions au congrès de Moscou ont témoigné d'une profonde réflexion de la part des dirigeants soviétiques sur les leçons de la « *crise* » polonaise. Les reproches faits à Brejnev ont rappelé de façon frappante les reproches faits à Gierek. On a accusé le paisible Secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'URSS des mêmes « *fautes* » que celles dont fut accusé le Premier secrétaire du POUP : relâchement du contrôle, trop grande inertie, favoritisme transformant l'entourage le plus proche du « *chef* » en gang.

Au congrès de Moscou comme à Varsovie, on déclara que la crise économique était due aux ministres et aux ministères. Le secrétaire du comité du Parti de la région d'Omsk, S. Maniakine, déclara sans ambages : « *L'histoire ne pardonnera pas aux ministères d'avoir toléré un ralentissement du rythme de la croissance économique dans le pays* ». Ce à quoi répliqua Gorbatchev : « *L'histoire ne pardonnera pas, mais nous, nous pardonnons* ». Et le Secrétaire général ajouta : « *Cela fait quinze ans que nous les observons* », provoquant les applaudissements. Les délégués du congrès comprirent que si Brejnev avait permis aux ministères de prendre des libertés, désormais le Parti tenait l'administration en

main. Du vocabulaire polonais évoquant la « crise », la propagande soviétique retint le terme de « justice sociale ». La nouvelle direction soviétique en tira une importante leçon : les privilèges excessifs de la nomenklatura peuvent être une source de très vif mécontentement. D'où la « lutte contre la corruption ». D'où la mention spéciale de Gorbatchev à propos des services des « organes ». Le discours du président du KGB Tchébrikov ne laisse pas de doutes : dans le domaine de la répression également, où, semble-t-il, l'Union soviétique pourrait donner des leçons à tout le monde, l'on prend en considération l'expérience du « pays-frère : la Pologne ». « Nous augmenterons avec obstination le rendement de notre travail », assura Tchebrikov.

D'après les procès-verbaux de la Commission Grabski, la société de type soviétique apparaît comme un corps en surfusion. Ce corps reste liquide au-dessous de la température de solidification tant qu'on empêche la formation de parcelles de cristallisation. Dès qu'une parcelle apparaît, il

se déclenche un processus d'avalanche et toute la masse se fige presque instantanément. L'émergence en Pologne en 1976 du comité de défense ouvrier, le « KOR » et autres « parcelles de cristallisation », a montré comment, dans certains cas, se déclenche dans une société ce processus d'avalanche. A Moscou, on a pris en considération la leçon polonaise.

Les procès-verbaux de Varsovie et les discours de Moscou ne laissent aucun doute. On a trouvé le coupable de tous les maux : c'est le secrétaire précédent. On a trouvé la panacée : le nouveau secrétaire. Le dirigeant a changé, le modèle est resté intangible. La nouvelle crise a pour ainsi dire fouetté d'une énergie nouvelle un organisme épuisé par l'édification du communisme. Le mystère du pouvoir communiste (système totalitaire) est resté inviolé. Mais il n'est pas exclu que les dirigeants des pays du Socialisme préfèrent préserver ce secret.

Michel HELLER

OÙ EN EST LE P.C. ITALIEN ?

Le Parti communiste n'est pas un Parti comme les autres, a dit plus d'une fois Maurice Thorez. Il ne faisait que répéter ce que les communistes de tous les pays récitaient en cœur : depuis la bolchévisation des partis communistes, à partir de 1924, un « parti de type nouveau » a vu le jour, différent en tout des autres formations politiques, socialistes, social-démocrates ou bourgeoises.

Depuis un certain temps, cet axiome est de moins en moins valable : le monolithisme du temps de Staline et le centralisme démocratique de l'ère post-stalinienne sont progressivement battus en brèche, l'actualité ne cesse de nous en fournir des exemples. Ainsi, dans la première quinzaine d'avril, trois « partis frères » qui ont longtemps joué un rôle très important dans la vie politique de leurs pays ont-ils connu des phénomènes autrefois inimaginables au sein d'une organisation communiste.

En Finlande, la scission s'aggrave. La minorité pro-soviétique, déjà exclue du PC par la décision de la majorité « libérale », s'est constituée le 12 avril en une organisation autonome afin de préparer des listes pour les élections législatives de mars 1987. Les porte-parole de cette organisation ont déclaré aux journalistes qu'elle pourrait, le cas échéant, se transformer en un véritable parti.

En France, pour la première fois, on a vu l'opposition interne du Parti s'exprimer par voie de publicité dans la presse « bourgeoise » et la di-

rection du Parti n'a pu prendre de sanctions contre ces « rénovateurs » coupables de violer la discipline. Leur appel pour la convocation d'un XXVI^e congrès a recueilli plus de trois mille signatures, mais pas une seule exclusion n'a été prononcée dans les semaines qui suivirent sa publication dans *Le Monde* » du 2 avril.

Dans un troisième pays, l'Italie, le XVII^e congrès du Parti, ouvert le 9 avril à Florence, a confirmé que la « débolchévisation » du PC a déjà franchi des pas sérieux, sans toutefois être encore arrivée à terme.

Ainsi, sur ces trois « Partis frères » ayant joué autrefois un rôle politique important, deux se sont marginalisés, le français et le finlandais. Il ne reste que le PC italien dont la situation actuelle et éventuellement l'évolution ultérieure offrent un intérêt politique majeur.

LE PC ITALIEN, UN CAS SPÉCIAL ?

Dans le recul général du mouvement communiste en Europe occidentale, le PC italien se situe-t-il en dehors du processus ou n'est-il pas simplement en retard ? Ce ne serait pas la première fois, en effet, qu'un retard s'y manifeste par rapport au reste du mouvement communiste d'Europe occidentale. Retard en matière de puissance électorale : celle-ci fut à son comble dans tous les PC européens au lendemain de la Deuxième guerre mondiale (1945-46), mais c'est seulement trente ans plus tard que le PC italien connut son apogée sur ce plan. Retard dans l'évolution des rapports

entre le PC et le PS : la rupture de cette alliance s'est produite partout en Europe occidentale dès 1947 ; en Italie, elle ne survint que dix ans plus tard...

Un aperçu rapide de la situation actuelle du Parti fait ressortir qu'à son tour, ses bases sont en train d'être touchées.

Electorat - Le PC a atteint, lors de deux consultations relativement récentes, des chiffres records : aux élections législatives de 1976, 34% des suffrages exprimés ; et en 1984 (Parlement européen), 33,3 %. Lors des dernières élections parlementaires (1983), il a recueilli 29,9 % des voix et pour la prochaine consultation, les pronostics lui accordent moins de 30 %.

Militants - Depuis des décennies, le PC italien est le seul « parti frère » du monde « capitaliste » qui puisse revendiquer un chiffre considérable d'adhérents (1 700 000 au congrès de 1983 et 1 600 000 à celui de Florence). Ce chiffre est officiel, donc impossible à vérifier, mais quelques autres données statistiques sont plutôt inquiétantes pour l'avenir. Ainsi, l'âge moyen des membres du PC tourne autour de 50 ans ; 13% d'entre eux sont âgés de plus de 70 ans et les jeunes ne constituent que 3% des effectifs. La composition sociale du Parti fait en outre ressortir que 21% sont des retraités et 12% des ménagères, deux catégories qui ne relèvent pas de la révolution post-industrielle et technologique que l'Occident est en train de vivre.

Société civile - Les communistes italiens avaient eu en pratique la théorie de Gramsci sur la nécessité, pour le PC, avant même de conquérir le pouvoir politique, de savoir imposer son hégémonie intellectuelle et idéologique dans le secteur non-étatique. Aujourd'hui, dans le domaine de la culture (arts, science, communication, etc), l'hégémonie du Parti, « cet intellectuel collectif », est incontestablement en recul et une fois de plus avec retard : en Europe occidentale, spécialement en France, la « démarxisation » remonte à la seconde moitié des années 70 ; en Italie, elle commence seulement en cette seconde moitié des années 80.

Situation interne du Parti - Avant la « bolchévisation » des partis communistes, il existait, au sein des principales sections du Komintern en Europe (allemande, française, italienne, tchécoslovaque, etc.), des tendances dites de gauche, du centre et de droite, ce qui correspondait aux différentes opinions que Moscou non seulement acceptait, mais quelquefois même encourageait. Depuis quelque temps, c'est la situation qui caractérise l'état du PC italien. En son sein, ces trois courants coexistent et à l'intérieur de chacun d'eux, se manifestent même des sous-courants. La « gauche » comprend trois composantes distinctes : l'aile pro-soviétique menée par Armando Cossutta (seul inconditionnel pro-soviétique au sommet du Parti), les survivants du journal gauchiste « *Il Manifesto* », avec Lucio Magri et Luciano Castel-

lina, qui ont réintégré le P.C., et aussi Pietro Ingrao, l'un des vétérans du Parti. Au centre, Alessandro Natta, secrétaire général, son poulain (et probablement dauphin) Achille Occhetto, ainsi que la fine fleur des « apparatchiks ». A droite, on trouve Giorgio Napolitano, chef du groupe parlementaire du Parti (198 députés sur un total de 630), ainsi que Luciano Lama, chef du mouvement syndical pendant de longues années et jusqu'à une date récente.

Durant les préparatifs du congrès de Florence et au cours de celui-ci, même les porte-parole des différents « *correnti* » (courants) se relayaient à la tribune ; ainsi Cossutta et Lama, chacun à sa manière, ont défendu leurs propres positions, comme l'a fait aussi Ingrao. Mais ces courants ont fini par se rejoindre lors des votes importants. Ce fut le cas pour les Thèses (terme qui est une survivance du léninisme-stalinisme) élaborées par une « Commission des 77 », discutées et amendées avant l'ouverture du congrès, mais que 93% des membres du Parti approuvèrent. Quant à la réélection de Natta (68 ans), elle fut acquise à l'issue du congrès par acclamation lors de la réunion commune du Comité central et de la Commission de contrôle.

« NORMALISATION » AVEC MOSCOU

Lorsque les Soviétiques envahirent l'Afghanistan en décembre 1979, Berlinguer et son Parti prononcèrent une très dure condamnation. Mais lorsque, deux ans plus tard, l'état de siège fut imposé à la Pologne, Berlinguer ne se contenta pas de condamner ce recours à la terreur, il se permit de formuler une constatation lourde de conséquences. Le 15 décembre 1981, deux jours après la proclamation de l'état de siège, Berlinguer en tira la conclusion suivante : « *Une phase de l'histoire a pris fin. L'impact issu de la Révolution d'octobre a épuisé ses forces. Les sociétés de l'Union Soviétique et de l'Europe orientale ont perdu la capacité de se rénover* ». Et deux semaines plus tard, le 30 décembre, la Direction (politburo élargi) du Parti fit publier un document de la même veine.

Les Soviétiques auraient pu, à la rigueur, faire semblant d'ignorer la condamnation de leur invasion en Afghanistan. Il leur était beaucoup plus difficile de ne pas réagir au jugement sévère porté sur leur système dans son ensemble. Leur riposte se produisit à trois niveaux complémentaires. Il y eut d'abord une riposte à l'intérieur même du système soviétique. Sans publier un seul paragraphe des documents italiens, la presse de Moscou ouvrit les hostilités contre le PC italien. Cet honneur fut confié — comme il se devait — à la « *Pravda* », dont l'article fut intitulé : « *A l'encontre des intérêts de la paix et du socialisme* ». Quatre jours plus tard, le 28 janvier 1982, « *Komunist* », organe théorique du PC soviétique, prit la relève en un article au titre particulièrement évocateur : « *Sur la voie glissante* ». Le reste des

mass-médias soviétiques suivit la consigne venue de si haut.

Puis la riposte gagna le mouvement communiste international. Il fallait apporter des preuves que les « partis frères » s'associaient à la condamnation par Moscou de la « déviation » italienne. « *Les Temps Nouveaux* », revue soviétique publiée en neuf langues, inséra dans un seul numéro (février 1982) une attaque contre le PC italien signée par rien moins que 13 « partis frères » et quatre dirigeants communistes étrangers, dont Georges Marchais. De nombreux partis communistes, même pratiquement inexistant dans leurs pays respectifs, tels le Danois, l'Ouest-allemand, l'Autrichien, etc., mais pourvus d'un quotidien (grâce à l'aide financière de l'URSS), se retrouvèrent à ce rendez-vous hostile au PC italien.

Enfin, la riposte de Moscou intervint à l'intérieur même du PC italien. L'année 1982 donna lieu, en effet, à un activisme soviétique exceptionnel en Italie : un magazine, « *Interstampa* » (dont le directeur fut exclu du PC en octobre) ; un groupement pro-soviétique, « *Lutte pour la paix* » ; un livre d'Armando Cossutta ; une campagne auprès des militants du Parti grâce à un « *mailing* » spécial, devaient susciter la formation d'une fraction pro-soviétique au sein du Parti. L'effort ne porta pas les fruits escomptés. Les partisans de Moscou, appelés les « *Afghans* », se comptèrent sur un amendement de Cossutta prévu pour le congrès du PC (mars 1983) et ils furent battus à plate-couture : ainsi, à Milan même, place forte de Cossutta, lors du vote par mandats,

les « *Afghans* » recueillirent 98 voix sur un total de 748 ! L'estimation générale de leur force dans le Parti tournait autour de 5 ou 6 %.

*
* *

Moscou ne réussit donc ni à provoquer une scission, ni à former une fraction assez forte dans le PC italien. L'unique conséquence durable fut l'absence de rencontres au sommet entre les deux partis pendant sept ans. C'est seulement après l'accession de Gorbatchev au pouvoir que les contacts furent rétablis.

En mai 1985 – deux mois après la nomination de Gorbatchev –, Gianni Cervetti, membre du Comité exécutif du Parti, se rendit à Moscou, où il fut reçu d'abord par le duo Ponomarev-Zagladine et ensuite (ce qui n'était pas prévu) par Gorbatchev. Au début de janvier de cette année, le même Gianni Cervetti et un autre membre de la Direction, Gerardo Chiaramonte, « en vacances en URSS », eurent l'occasion de conférer avec Egor Ligatchev, probablement le N° 2 au Kremlin. En fait, ils préparèrent la rencontre Gorbatchev-Natta qui eut lieu les 27 et 28 janvier de cette année.

C'est un troisième personnage, cumulant au Kremlin les postes de membre du Politburo et du Secrétariat, Lev Zaikov, qui conduisait la délégation soviétique au congrès de Florence. A l'issue de ce congrès, le principal pro-soviétique du PC italien, Armando Cossutta, fut chassé de la Direction du PC italien.

Branko LAZITCH

ESQUISSE D'UNE HISTOIRE DU PARTI UNIFIÉ DES COMMUNISTES HAÏTIENS

Les communistes haïtiens s'agitent aujourd'hui intensément afin de tirer un profit maximum de la révolution politique qui a contraint Jean-Claude Duvalier à l'abandon du pouvoir. Ils s'efforcent de discréditer moralement et d'ébranler matériellement les autorités provisoires – le Conseil national de gouvernement – qui exercent le pouvoir dans cette phase de transition, les accusant de faire du « duvaliérisme sans Duvalier » – comme s'il était possible de remplacer en quelques semaines tout l'ancien personnel politique sans jeter le pays dans un désordre plus grand encore. Ce qui ne les empêche pas de se poser en champions d'un gouvernement d'Union nationale, dont, bien entendu, ils feraient partie.

Dans les événements qui ont amené la démission de J.-C. Duvalier, ils semblent bien n'avoir joué qu'un rôle tout à fait secondaire. Le secrétaire général du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), René Théodore – en exil depuis dix-sept ans – se trouvait à Paris quand on a annoncé le départ du dictateur (voir son interview donnée à *l'Humanité* du 1^{er} février 1986). Huit jours plus tard, c'est de la Havane, où il assistait au Congrès du Parti communiste cubain, qu'il commentait « *la mise en place, c'est évident, du nouveau gouvernement par les Etats-Unis* » (*l'Humanité*, 8.2.86). Il n'est rentré à Haïti que le 17 mars.

En fait, la solution qui vient d'intervenir est

celle que les communistes haïtiens redoutaient le plus, et qui fut souvent un sujet de discorde entre eux et ceux dont ils recherchaient l'alliance : le départ de Duvalier est dû pour l'essentiel à la pression américaine. Or, pour eux, la lutte contre l'impérialisme américain avait toujours passé avant la lutte contre la dictature.

Surpris par l'événement et par la tournure qu'il a prise, les communistes haïtiens vont cependant tenter d'en tirer tous les avantages possibles pour faire avancer leurs affaires, qui sont celles du communisme mondial et de l'impérialisme so-

viétique. L'appareil qu'ils ont construit de longue date dans le pays, bien qu'il ait souvent été démantelé par la police, leur donne la possibilité de jouer un rôle non négligeable. L'occasion nous est ainsi fournie de vérifier, par l'expérience, s'il est possible de renverser un de ces régimes, comme il y en a tant dans le Tiers Monde, particulièrement odieux pour notre sensibilité de démocrates libéraux, sans faire le jeu du communisme ni provoquer la mise en place d'un régime politique plus odieux encore.

Est & Ouest

Le premier parti communiste haïtien fut fondé en 1934, sous le nom de *Parti communiste de Haïti*, par deux écrivains, Jacques Roumain et Max Hudincourt. On était alors à un moment décisif de l'histoire du pays : les Etats-Unis mettaient fin à leur occupation militaire. Celle-ci remontait à 1915, et avait été entérinée par un traité signé entre les deux pays le 11 novembre 1916.

DEUX AVORTEMENTS

L'entreprise fut sans lendemain : les deux fondateurs furent contraints à l'exil (J. Roumain ne devait jamais revenir au pays) et le peu d'organisation qu'ils avaient réussi à mettre sur pied se disloqua.

Les communistes haïtiens d'aujourd'hui reprochent à leurs prédécesseurs d'alors de n'avoir pas su « *assimiler les principes fondamentaux du marxisme-léninisme* ». Prisonniers de leur « *empirisme petit-bourgeois* », ils se seraient montrés incapables de créer « *un parti de type nouveau* » (N.R.I., 1963 - n°4).

Une deuxième tentative fut faite au lendemain de la guerre. Deux partis, indépendamment l'un de l'autre, furent alors fondés, qui se réclamaient tous les deux du marxisme : le *Parti communiste de Haïti* (PCH), créé par un clergeman, Félix d'Orléans Juste Constant, et le *Parti socialiste populaire* (PSP), formé par Hudincourt, de retour à Haïti.

Le premier se serait sabordé rapidement. Il donnait, paraît-il, dans le « *browderisme* » (« *Utilisant comme arme théorique le « browdérisme » importé des Etats-Unis, les dirigeants communistes déclaraient que le Parti n'avait plus de raison d'être et, pour faciliter l'action du gouvernement d'alors, déclarèrent l'auto-dissolution* ». (N.R.I., 1963 - n°4).

Cette prétendue déviation devait son nom à Earl Browder, secrétaire général du P.C. des Etats-Unis, qui, à la suite de la dissolution de l'Internationale communiste en 1943, avait proposé aux communistes américains de dissoudre

leur parti et de le transformer en une société d'études philosophiques et culturelles.

C'était en 1944. De toute évidence, Browder avait agi conformément à des directives reçues de Moscou : Staline tenait à compléter l'effet produit sur Roosevelt par la disparition du Komintern. Il ne fallait plus qu'on puisse accuser Moscou de fomenter la révolution partout dans le monde.

Ceci n'empêcha d'ailleurs pas Staline de faire par la suite condamner Browder comme opportuniste et liquidateur, et d'ordonner la reconstitution du PC américain. L'épisode eut quelque écho en France, puisque ce fut Jacques Duclos qui fut chargé de dénoncer Browder à l'indignation des partis frères (voir son article dans les *Cahiers du Communisme*, avril 1945).

Le Parti socialiste populaire (PSP) n'eut pas un sort plus heureux, bien qu'il eût obtenu la reconnaissance du mouvement communiste international. Il semble qu'il ait cessé de vivre après l'assassinat de Hudincourt en 1947. Les communistes haïtiens d'aujourd'hui lui reprochent d'avoir cherché l'alliance de partis bourgeois. Ces alliances étaient fort bien portées, de 1941 à 1947, mais elles ne tardèrent pas à passer de mode, quand l'URSS s'engagea de plus en plus nettement dans sa stratégie des deux camps irréconciliables, clairement définie lors de la constitution du Kominform, en septembre 1947.

Le PSP se vit donc accusé « *d'avoir manifesté, dans son activité, de la sympathie à l'égard de la bourgeoisie haïtienne. Il trahit purement et simplement les intérêts du prolétariat et une partie de ses adhérents passa au service de la bourgeoisie. Le Parti occupait une position droite et beaucoup de ses militants et de ses adhérents honnêtes refusèrent de le suivre. Le PSP connut le même sort que les partis n'ayant pas de ligne juste : il se désagrégea* » (N.R.I., 1963 - n°4).

Notons au passage que les communistes haïtiens ont parfaitement « assimilé » la langue de bois.

Peu de temps après la disparition du PSP, une loi, en 1949, interdit les partis politiques à Haïti.

LE PARTI D'ENTENTE POPULAIRE D'HAÏTI : PEPH

Ce fut donc « dans les dures conditions de la clandestinité » (o.c.) que, le 17 novembre 1959, Jacques Stéphane Alexis, qualifié de « grand écrivain haïtien » (N.R.I., 1964 – n°4), créa le *Parti de l'Entente populaire d'Haïti* (PEPH) avec l'aide de « leaders syndicalistes et ouvriers » (1).

Le premier manifeste du parti, dit « *Manifeste de la nouvelle indépendance* », le présentait comme « le parti de la classe ouvrière, des travailleurs haïtiens ». Il y était souligné – le propos n'a rien d'original – que les travailleurs (et donc « leur » parti) étaient les seuls à pouvoir diriger et mener jusqu'au bout la lutte anti-impérialiste et anti-féodale parce qu'ils n'avaient pas, eux, « d'intérêts privés qui puissent s'opposer à ceux de toute la nation ». Enfin, le Parti s'engageait à « porter bien haut le drapeau du marxisme-léninisme à Haïti ».

Soulignons-le une fois encore, pour ne plus y revenir : un tel langage ne trompe pas. Ceux qui le tiennent sont dans la droite ligne du mouvement communiste international. On peut d'emblée leur dénier toute originalité de pensée et toute indépendance fondamentale dans l'action.

Le programme que se traçait le Parti ne montrait pas beaucoup plus d'originalité que son vocabulaire.

En 1959, la ligne générale était, partout dans le monde, celle de la « voie pacifique » définie par Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS en février 1956. En conséquence, le manifeste soulignait « le caractère indispensable de l'alliance ouvrière et paysanne en tant que base sociale de la révolution tout en dégageant le rôle dirigeant de la classe ouvrière ». Il affirmait « la possibilité de mobiliser les larges masses populaires en une grève générale et de prendre pacifiquement le pouvoir ». (N.R.I., 1969 – n°7).

CONTRE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Parti marxiste-léniniste, le Parti d'Entente Populaire faisait naturellement passer avant toute autre considération sa propre existence, et sa lutte contre Duvalier, présentée comme la ligne directrice de son action, se trouvait en quelque sorte limitée par son souci de ne pas laisser prendre trop de place aux autres forces d'opposition.

C'est ainsi qu'il reprochait au clergé catholique d'avoir créé « plusieurs organisations de jeunes catholiques pour les envoyer chez les paysans » ainsi qu'une « bibliothèque des jeunes », association qui organisait « des conférences sur le marxisme et le personnalisme », et qui, tout en reconnaissant « qu'il y a de bonnes choses dans le

marxisme », le déclarait « dépassé, car il ne fait pas cas de la personne humaine. Certains jeunes qui assistent à ces conférences donnent la réplique aux prêtres » (N.R.I., 1963 n° 4).

La difficulté la plus grande était d'empêcher l'opposition de chercher un recours du côté des Etats-Unis. Il fallait montrer que Duvalier et les Etats-Unis constituaient un seul et même ennemi, que le premier n'était que l'exécuteur fidèle des ordres des seconds et n'existerait pas sans eux.

Les communistes dénonçaient donc d'une part les efforts faits par Duvalier pour utiliser « sur le plan intérieur et, en partie, sur le plan international, ... les frictions existant entre lui et les Etats-Unis pour se donner l'aureole d'un champion de la lutte contre l'impérialisme yankee » (N.R.I., 1965, n° 1). Et de rappeler – outre l'aide financière accordée par les Etats-Unis à Duvalier « afin de consolider son régime de terreur » – que Duvalier avait été en Amérique latine l'un des premiers à rompre les relations diplomatiques avec Cuba ; qu'en janvier 1962, à la conférence de Punta El Este sur la question cubaine, il avait « permis aux Etats-Unis de se tirer de l'impasse où ils se trouvaient en leur donnant sa voix qui était décisive » (id).

Le Parti d'Entente Populaire s'employait, d'autre part, à montrer que si les Etats-Unis cherchaient à « se débarrasser de Duvalier », c'était parce qu'ils craignaient « que les masses populaires de Haïti, sous la direction des forces de gauche, ne répètent le coup de Cuba en renversant Duvalier comme on l'a fait pour Batista » et qu'ils cherchaient à écarter le président à vie pour « le remplacer par quelqu'un qui saurait mieux défendre leurs intérêts. C'est là le fond du « conflit » entre les Etats-Unis et Duvalier, et nullement sa « politique anti-impérialiste ». (N.R.I., 1965, n° 1).

LE NOYAUTAGE DES SYNDICATS

Même s'il n'avait pas été contraint d'agir dans l'illégalité, le Parti d'Entente Populaire aurait essayé de le faire à travers les organisations syndicales : c'est là une règle tout aussi impérative pour un parti léniniste que le centralisme démocratique. Les deux sont d'ailleurs complémentaires.

Les premiers syndicats n'apparurent en Haïti qu'à partir de 1946. Les communistes haïtiens voient volontiers dans cette apparition la conséquence directe de « l'essor général du mouvement démocratique » dû à la victoire de l'Union soviétique qui contribua « à une diffusion très grande des idées socialistes à Haïti » (N.R.I., 1965, n°1). Leur action ne fut pas sans effet : salaire minimum légal, reconnaissance des droits syndicaux, assurances sociales... Sans doute, toutes les organisations syndicales n'agissaient pas dans un esprit acceptable pour les communistes. Pratiquant la collaboration des classes, leurs dirigeants préféraient négocier au sommet « avec les départe-

(1) Les textes donnent tantôt « Parti d'entente populaire » et tantôt « Parti de l'entente populaire ».

ments du travail ou les patrons sans passer par une mobilisation active des ouvriers sur la base de revendications indépendantes » (id).

Ce n'était pas seulement le cas de la fédération dénommée *Forces ouvrières et paysannes*, pro-gouvernementale, ni de la *Fédération haïtienne des syndicats chrétiens*, mais aussi celui de l'*Union intersyndicale d'Haïti*, forte de près de 60 000 adhérents. C'est dans le sein de celle-ci qu'opéraient les communistes. Son journal, *Le Travailleur*, poursuivait « une grande campagne anti-impérialiste dirigée contre la politique de pillage du pays et les intrigues des ennemis de la classe ouvrière » (id). Pourtant, « malgré la position progressiste de ses leaders et l'honnêteté de la plupart de ses dirigeants », et bien qu'elle eût fait « beaucoup pour créer une conscience de classe parmi les ouvriers et pour les unir », elle avait commis « beaucoup d'erreurs », inclinant à des compromis avec Duvalier.

Elle devait être dissoute le 17 décembre 1963 à la suite d'une grande grève de solidarité organisée par elle « en faveur de quinze ouvriers d'une compagnie américaine du tabac injustement renvoyés », grève qui prouverait, selon les commentateurs communistes, que l'Union intersyndicale avait « commencé à corriger ses erreurs » (id) : il est permis de penser que l'opération était d'inspiration communiste, peut-être un exercice de reprise en main de l'organisation par le Parti de l'Entente Populaire.

DISSOLUTION DES ORGANISATIONS DE MASSE

La grève des ouvriers du tabac qui entraîna la dissolution de l'Union intersyndicale (puis celle de la Fédération des syndicats chrétiens) semble avoir marqué la fin d'une longue période d'agitation qui avait commencé en 1959 dans le corps enseignant : l'Union nationale des maîtres de l'enseignement secondaire (UNMES) avait appuyé une revendication salariale par une grève qui entraîna de multiples arrestations et la révocation de tous les enseignants arrêtés. L'année suivante, le gouvernement avait dû faire face à une grève organisée par l'Union nationale des étudiants haïtiens (UNEH) pour la libération de douze étudiants communistes arrêtés, grève soutenue par les employés de banque et l'Union intersyndicale.

Toutes les organisations de jeunesse furent interdites, dont l'Union nationale des étudiants. L'Union des employés de banque fut dissoute, de multiples arrestations furent opérées.

Bref, à la fin de 1963, toutes les organisations de masse au moyen desquelles les communistes agissaient avaient été dissoutes.

L'action communiste dut donc prendre une nouvelle forme, et aussi un nouveau départ.

PREMIÈRE ALLIANCE : LE FRONT DÉMOCRATIQUE UNIFIÉ

La période qui s'ouvrit alors fut celle de l'unification des forces révolutionnaires.

Le Parti de l'Entente Populaire, dont l'appartenance au mouvement communiste mondial était en quelque sorte homologuée par Moscou, n'était pas le seul en Haïti à se réclamer du socialisme.

Tel était aussi le cas d'un parti fondé cinq ans avant lui, en novembre 1954, le *Parti Populaire de Libération Nationale* (PPLN).

Les deux partis se rencontraient sur bien des points. Notamment, ils déployaient l'un et l'autre « une forte activité semi-légale parmi les syndicats affiliés à l'Union intersyndicale, parmi la paysannerie qu'ils organisaient en coopératives de tous les types, parmi les étudiants et les professeurs » (*N.R.I.*, 1969, n°7). Mais cette similitude des objectifs les opposait plus qu'elle ne les rapprochait, d'autant plus qu'ils étaient en désaccord sur « le problème de l'étape démocratique vers le socialisme, l'alliance avec la fraction nationale de la bourgeoisie, l'attitude vis-à-vis du gouvernement de Duvalier qui se plaignait à ce moment de l'insuffisance de l'aide américaine et qui se défendait contre les critiques du dictateur dominicain Trujillo » (id).

On croit comprendre que l'un des deux partis – le Parti Populaire de Libération Nationale – préconisait, au moins à titre temporaire, le soutien à la politique de Duvalier, qui prenait ses distances, au nom de l'indépendance nationale et de la lutte contre l'impérialisme, à l'égard à la fois des Etats-Unis et de Saint-Domingue.

La répression rapprocha le PEP et le PPLN. Tous deux avaient battu en retraite en bon ordre et conservé l'essentiel de leurs appareils politiques. Le 14 juillet 1963, ils créèrent ensemble (avec une *Ligue des Comités de résistance patriotique* (*N.R.I.* 1965, n°1), dont nous ne savons rien d'autre) un *Front démocratique unifié de libération nationale*.

L'objectif central de ce front était « le renversement révolutionnaire du régime actuel, l'instauration d'un régime démocratique, national et populaire » (*N.R.I.*, 1965, n°1). Les deux partis travailleraient en commun dans la classe ouvrière en vue de rassembler les ouvriers au sein d'un *Front syndical haïtien* clandestin qui agirait parallèlement aux syndicats légaux. Les organisations de jeunesse collaboreraient pareillement pour maintenir une organisation clandestine de l'Union nationale des Etudiants.

Claude HARMEL

(suite et fin dans le prochain numéro).

le point de vue d'Est & Ouest

LE REcul COMMUNISTE : RAISONS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Aux élections législatives des 4 et 11 mars 1973, les candidats communistes ne recueillirent que 21,2 % des suffrages exprimés. Le Parti s'enorgueillirait aujourd'hui de ce pourcentage. En 1973, pourtant, dirigeants et militants ne dissimulèrent pas leur déception. La campagne électorale s'était faite sous le signe de l'Union de la gauche et du programme commun de gouvernement et les communistes attendaient de grands effets de la tactique nouvelle qu'ils avaient mis tant d'années à faire accepter par les socialistes.

Or, non seulement cette tactique n'avait pas permis à la gauche de remporter la victoire, comme on l'avait espéré (Henri Fizbin ne déclarait-il pas devant le Comité central que l'on avait pu « *considérer la victoire de la gauche comme une perspective relativement proche* » ? *L'Humanité*, 2-4-1973), mais, alors que la gauche dans son ensemble avait quelque peu progressé, le PC, quant à lui, avait connu un léger recul, un « tassement » comme on dit dans le jargon du Parti. Il stagnait. Il n'avait même pas maintenu tout à fait ses positions antérieures.

Bref, c'était l'échec. Georges Marchais s'efforça d'en dégager les raisons dans le rapport qu'il présenta le 30 mars devant le Comité central.

Il n'est pas sans intérêt de comparer ce qu'il disait alors aux raisons que lui-même et Paul Laurent ont données, les 24 et 25 mars 1986, devant le Comité central, du désastre électoral subi par leur parti aux dernières élections législatives.

**

En 1973, c'est au *Parti socialiste* que les dirigeants communistes attribuaient le principal de leur échec. Ils en font autant aujourd'hui, mais si la cible est la même dans les deux cas, la flèche n'est pas tout à fait identique.

En 1973, Marchais reprochait au Parti socialiste d'avoir « *déployé des efforts parallèles à ceux de la grande bourgeoisie pour tenter d'affaiblir [le Parti communiste] en reprenant à son compte certains thèmes de l'anticommunisme* ». Et il évoquait des slogans de la pro-

pagande socialiste, notamment le slogan « *rééquilibrer la gauche pour garantir la liberté* », ce qui, évidemment, voulait dire que le P.C.F. n'était pas un parti de liberté, puisqu'il fallait diminuer son influence, au sein de la gauche et dans le pays, pour garantir la liberté.

Le grief aujourd'hui est autre.

Les communistes reprochent au P.S. de s'être mis au service du capitalisme, d'avoir volontairement conduit à l'échec « *l'expérience ouverte en 1981* » et, qui plus est, d'avoir « *accompagné cette attitude politique négative par une campagne acharnée en faveur d'une idéologie d'acceptation des règles de la société capitaliste et de la résignation face à la crise et à l'austérité* » : propos de Paul Laurent, que Marchais a repris en ajoutant qu'on pouvait parler « *d'une véritable pédagogie du renoncement au changement de société* ». (1)

On se retrouve ici sur un terrain connu. Le Parti socialiste qui, selon Paul Laurent, « *a fait progresser dans l'électorat des idées favorables au maintien de l'ordre capitaliste* », qui a « *troqué le socialisme à la française pour le capitalisme à l'anglaise et à l'américaine* », est tout proche de ce Parti socialiste en qui, au temps de Thorez, les militants étaient invités à voir « *le principal soutien social de la bourgeoisie capitaliste* ».

Autrement dit, le Parti socialiste n'est plus un parti de lutte de classe et de révolution, et le Parti communiste a commis une erreur en acceptant une politique — celle du programme commun de gouvernement — qui « *a conduit les gens à considérer qu'il n'y avait plus, ni sur le contenu du changement, ni sur la volonté d'union, de différence entre Parti socialiste et Parti communiste* ».

Bref, la règle intangible de toute politique unitaire, à savoir le devoir pour un Parti communiste de conserver sa liberté de critique à l'égard des formations avec lesquelles il s'est allié, n'a plus été respectée, en tout cas pas avec une efficacité suffisante.

**

Deuxième raison : *l'anticommunisme*.

En 1973, Marchais affirmait que les socialistes et la réaction avaient fait « *reculer*

(1) Le rapport de Paul Laurent (24 mars) et le discours de Georges Marchais (25 mars) devant le Comité central ont été publiés (intégralement ?) dans *L'Humanité* des 26 et 27 mars 1986.

des électeurs susceptibles d'apporter au PC leur soutien » en menant chacun de leur côté une violente campagne anticommuniste qui consistait, pour l'essentiel, à « présenter, sous le vocable de collectivisme étatique, une version outrageusement déformée de notre politique et, pour lui donner plus crédit, (à) caricaturer les pays socialistes en identifiant nos propositions à cette caricature ».

Marchais disait encore :

« La réaction caricature sans scrupule le socialisme... Toute son argumentation a consisté d'une part à agiter l'épouvantail du « collectivisme », d'autre part à identifier les perspectives du socialisme en France à l'expérience des pays étrangers déjà passés au socialisme ».

Autrement dit, le communisme, c'est le collectivisme, et le collectivisme fait peur à une grande majorité d'électeurs dans un pays où il existe une multitude de petits commerçants, d'artisans, de membres des professions libérales. Qui plus est, ceux à qui le socialisme en soi ne fait pas peur, assimilent le socialisme que veulent les communistes à celui qui a été réalisé en URSS, un socialisme étatique, centralisateur et despotique. D'où le recul du Parti.

On sait comment le PCF a tenté de se mettre à l'abri de ces reproches. Il a cherché à donner l'impression de prendre ses distances à l'égard de l'URSS. Il s'est permis de critiquer certains aspects du régime soviétique. Il a proclamé qu'il renonçait à la dictature du prolétariat, au collectivisme. Il a pris à la CFDT sa plate-forme auto-gestionnaire pour bien montrer que son socialisme n'était pas étatique.

Ces tentatives de camouflage n'ont pas donné des résultats très positifs, à en juger par l'évolution du nombre des suffrages communistes. A chaque fois que les communistes renonçaient à l'une ou l'autre de leurs affirmations ou de leurs attitudes antérieures, les commentateurs se réjouissaient de voir le Parti communiste changer, devenir un parti comme les autres, s'insérer dans la vie nationale. Les électeurs n'ont pas pensé de même, et des « communistes de gauche » pourraient fort bien reprocher aux dirigeants d'avoir conduit le Parti à sa perte en essayant de faire croire, en réussissant à faire croire qu'en effet le PCF était un Parti comme les autres. Et c'est à ce reproche que les communistes semblent vouloir répondre aujourd'hui.

* * *

Toutefois, en dépit des redressements de toutes sortes qu'ils imposent à la politique du Parti, les dirigeants communistes restent persuadés que, sur ces points, il faut continuer dans la voie choisie, continuer à se démarquer partiellement de l'image traditionnelle que le Parti donne de lui-même.

Reprenant la résolution du dernier congrès du Parti, Paul Laurent a déclaré que la plupart des Français, « sous l'effet de la campagne anti-communiste, vivent sur des idées toutes faites concernant (les communistes) et ignorent tout ou à peu près des positions réelles (du PCF)... du projet de société socialiste originale que (les communistes) ambitionnent de construire en France ».

Et Paul Laurent de proposer ce commentaire :

« En nous opposant résolument à toute idée d'un « modèle » de socialisme qu'il n'y aurait qu'à agrémenter de particularités nationales, « nous avons, à partir de la réalité française, dessiné les lignes de force d'un projet de société socialiste à la française. Et justement parce que nous avons travaillé à dégager notre projet des besoins et aspirations inscrits dans la réalité nationale, nous ne nous sommes pas orientés vers la définition d'un autre modèle préexistant qui celui-là serait français ».

Autrement dit, les communistes restent sensibles à l'accusation — fautive selon eux, mais qui continue de leur être faite — de vouloir transposer en France le régime soviétique et de se référer toujours — c'est le second point — à la définition classique qui fait reposer le socialisme sur « la propriété collective des moyens de production et d'échange ».

* * *

On remarquera toutefois que les communistes apportent aujourd'hui plus de discrétion à l'énoncé de ce qui leur paraissait en 1973 jouer un rôle de premier plan dans les raisons du reflux de l'opinion à leur égard. Ils jettent notamment le voile d'une expression très générale sur la répulsion qu'inspire le système soviétique. Marchais parlait en 1973 « des pays socialistes », « des pays déjà passés au socialisme ». Paul Laurent s'est contenté d'une formulation moins personnalisée : « un modèle de socialisme » ayant valeur universelle.

C'est qu'aujourd'hui il n'est plus aussi rentable qu'il l'a été un moment pour le PCF de prendre ses distances à l'égard de l'URSS. Les communistes maintiennent qu'ils n'ont aucunement l'intention de copier l'Union soviétique, mais, en même temps, à peu près quotidiennement, dans *l'Humanité*, ils s'efforcent de montrer qu'après tout, l'URSS, ce n'est pas si mal qu'on l'imagine.

Ils peuvent le faire sans trop de risques, car, désormais, ils partent, pour défendre l'URSS, non de l'image outrancièrement idéalisée qu'il en avaient donnée et qu'il s'agissait de maintenir coûte que coûte, mais de son image dégradée, outrancière elle aussi par certains côtés, qui s'est brusquement substituée à la précédente dans l'opinion publique. Ils n'ont donc plus à essayer de faire croire que

tout va bien en URSS, à part quelques défaillances faciles à corriger. Ils ont à montrer que tout ne va pas si mal en URSS, ce qui est moins malaisé. A chaque fois qu'ils peuvent monter en épingle quelque chose dans la réalité soviétique (même si cela n'a rien à voir avec le communisme) qui suscite la sympathie ou l'intérêt, ils s'empressent de le faire, sûrs de remporter à chaque fois une petite victoire sur l'opinion, d'apporter à l'image qu'elle se fait désormais de l'URSS une retouche, insignifiante, sans doute, mais qui, ajoutée à d'autres, peut progressivement atténuer l'effet de freinage qu'exerçait l'image de l'URSS sur le développement de l'influence communiste.

Cette réhabilitation à petites touches du régime soviétique était déjà en train avant Gorbatchev. L'avènement du nouveau secrétaire général du PCUS a permis d'accentuer le mouvement.

*
**

Georges Marchais a fait valoir une autre raison, à laquelle sans doute aucun communiste n'eût songé en 1973, bien que le phénomène aujourd'hui incriminé — à bon droit — fût déjà amorcé à cette date et déjà sensible. Il s'agit du dépérissement, ne disons pas des doctrines communistes elles-mêmes, mais de l'agrégat d'idées reçues, d'habitudes intellectuelles, de conceptions morales, bref de données idéologiques d'origines diverses tombées à l'état d'opinions, qui fournissait aux doctrines communistes un terrain de culture où puiser des sucres nourriciers, le sol culturel où elles poussaient leurs racines.

Le secrétaire général du PCF n'a évidemment pas tenu ce langage. Mais il a justement noté « l'affaiblissement » des notions générales qui constituaient l'environnement nutritif du communisme. L'obstacle majeur auquel se heurte et continuera de se heurter la propagande communiste réside — a-t-il déclaré — dans « l'affaiblissement des idées progressistes, des valeurs qui constituaient le patrimoine de la gauche et d'abord l'affaiblissement de ce qui est le plus essentiel : l'aspiration à changer la société ». Georges Marchais a pris comme exemple la difficulté à faire comprendre, en dehors d'une petite minorité, ce qu'il continue, lui, à considérer comme « les causes véritables de la crise » et ses « solutions réelles », alors que progresse au contraire « l'idée d'une fatalité des réponses capitalistes à la crise », l'idée, en d'autres termes, que le capitalisme trouvera en lui-même les remèdes à la crise, des remèdes inspirés par son esprit, par son idée propre. « Jamais, toutes les enquêtes d'opinion le montrent, les patrons n'ont été aussi populaires... Désormais, employer les mots « capitalisme » ou « lutte des classes », ce serait employer une langue de bois qu'il faudrait bannir. Réfléchir sur la société et les conflits d'intérêts qui y existent, ce serait faire de l'idéologie ».

Et Georges Marchais de constater que ce glissement vers d'autres conceptions intellectuelles, vers une autre attitude de pensée, un autre système de valeurs ne se manifeste pas seulement au plan des choix électoraux et des conceptions économiques, mais jusque dans « les comportements quotidiens ».

*
**

Il y aurait des réserves à faire sur le sort de ce que G. Marchais appelle « les valeurs qui constituaient le patrimoine de la gauche ». Pour certaines d'entre elles tout au moins, il faudrait, plutôt que d'affaiblissement, parler de migration, de transfert. Ces valeurs, certaines d'entre elles, répétons-le, ont cherché asile ailleurs, trouvé les appuis qui leur étaient nécessaires dans d'autres forces politiques et d'autres systèmes de pensée que ceux qui portent les étiquettes de la gauche traditionnelle. Et sans doute faut-il chercher une des raisons principales de ce glissement dans l'utilisation éhontée, autant que mensongère, que les communistes ont faite de ces valeurs-là.

Cela dit, il reste que Georges Marchais a mis le doigt sur le point décisif : c'est sur le terrain des idées que le Parti communiste a perdu la bataille. C'est parce que les gens ne pensent plus au moyen de schémas idéologiques qui, à la suite de diverses captations, plus ou moins naturelles (plutôt moins que plus), convergeaient vers le communisme ou paraissaient le faire, que les communistes se retrouvent aujourd'hui isolés, marginalisés, délaissés sur le bord de la route où passe le cortège dont ils tenaient autrefois la tête.

Qu'on n'aille donc pas s'imaginer qu'ils fuient devant la réalité, qu'ils cherchent on ne sait quel refuge dans le rêve, l'abstraction, la spéculation intellectuelle quand ils déclarent vouloir consacrer une large part de leurs efforts à démontrer « l'apport décisif du marxisme à la compréhension du sens de notre époque » (*l'Humanité* 22-4-1986) : ils montrent au contraire, en orientant ainsi leur action, une conscience aigüe de ce qui faisait hier leur force, aujourd'hui leur faiblesse : l'environnement (on pourrait dire l'ambiance) idéologique leur était favorable hier. Il leur est défavorable aujourd'hui.

A l'inverse de beaucoup d'autres qui se croient plus réalistes qu'eux, ces matérialistes patentés n'ont jamais méconnu la force, la toute puissance des idées — « les idées mènent le monde » —, se bornant, pour concilier cette reconnaissance inavouée de la force des idéologies avec la philosophie matérialiste qu'ils proclament, à répéter avec Marx que les idées deviennent des forces matérielles quand elles parviennent à s'emparer des masses.

C'est à ce niveau-là, au niveau des idées, qu'ils vont employer une bonne part de leur énergie à retourner la situation.

EST & OUEST



chroniques

LA LOYAUTÉ DES MINISTRES COMMUNISTES FUT-ELLE RÉELLE ?

Des voix s'élèvent toujours, au sein du Parti socialiste, pour regretter le temps de l'union de la gauche et de la participation de ministres communistes aux gouvernements Pierre Mauroy. De là à espérer un nouveau changement tactique de la part du PCF, et même à essayer de le provoquer par quelques complaisances... Qui donc, chez les dirigeants socialistes, aura assez de courage pour dire tout haut ce que beaucoup de militants de base pensent parce qu'ils ont vécu l'expérience gouvernementale socialiste sur le terrain, à savoir que les communistes devenus membres du gouvernement n'ont rien fait pour en faciliter le succès, *bien au contraire* ? Et qu'ils portent, de ce fait, une large part de responsabilité dans l'échec de la gauche aux élections du 17 mars dernier ?

Prenons l'exemple du ministère du travail, l'un des plus importants puisque de l'efficacité de la politique qui y est menée, dépend, dans une large mesure, la réussite ou l'échec de la lutte contre le chômage — et l'on sait, depuis 1981 et même avant, que c'est sur ce sujet que se gagnent ou se perdent les élections.

Dès qu'il eut le Travail en charge, le socialiste Jean Le Garrec se préoccupa du principal problème qui se posait à lui, celui des chômeurs de longue durée, inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an (près de 500.000 à l'époque, plus de 700.000 actuellement). Il lança une vaste opération tendant à ce que leur situation fût examinée cas par cas, au cours d'entretiens individuels approfondis, de façon qu'ensuite, des mesures exactement adaptées à la nature de

leurs difficultés puissent être prises pour favoriser leur réinsertion professionnelle.

Au moment où l'on allait passer à cette deuxième phase de l'opération, J. Le Garrec fut remplacé au ministère du travail par le communiste Jack Ralite, qui s'en désintéressa totalement et, d'une façon générale, n'entreprit rien de concret pour tenter d'enrayer le chômage.

Lorsque les communistes quittèrent le gouvernement, le successeur de Ralite au Travail, Michel Delebarre, reprit l'opération au point où elle était restée. En juillet 1985, enfin, purent s'ouvrir les premiers stages spécifiques organisés par l'ANPE pour les chômeurs de longue durée et, au cours des six mois qui suivirent, 70.000 d'entre eux purent en bénéficier.

La formule était bonne puisqu'entre 30 et 50% de ces stagiaires qui auparavant avaient cherché vainement un emploi pendant un an et plus, en retrouvèrent un avant même la fin

de leur stage ! Et nul doute que cette proportion eut été plus forte encore si l'ANPE n'avait pas travaillé dans la précipitation pour tenter de rattraper une partie du temps perdu sous Ralite, notamment quant au choix des organismes de formation...

Il était toutefois bien tard et seuls 10% des chômeurs de longue durée avaient pu entrer en stage avant l'élection du 17 mars. L'opération Le Garrec-Delebarre, encore trop limitée, resta sans effet notable sur les statistiques du chômage, d'autant que l'économie anémiée offrait de moins en moins d'emplois. Les socialistes entrèrent donc en campagne en donnant d'eux l'image d'hommes incapables d'enrayer le chômage et comme l'élection, une fois de plus, se jouait dans une large mesure sur ce point, ils la perdirent.

Cet exemple d'immobilisme délibéré, de sabotage interne de l'action gouvernementale par un ministre communiste, n'est certainement pas unique. Et c'est à rechercher tous les autres, à les produire devant leurs militants désemparés que les dirigeants socialistes devraient bien s'attacher aujourd'hui, pour leur expliquer les raisons de leur défaite du 17 mars, plutôt que d'aspirer à un retour à l'union de la gauche devenu chimérique, en tout cas bien lointain.

Hervé LE GOFF

UN COLLOQUE SYNDICAL INTERNATIONAL D'OBÉDIENCE COMMUNISTE À TOULOUSE

Les communistes ne se sont jamais résignés à la scission de la FSM, survenue en 1948 et 1949, qui a isolé durablement les organisations syndicales d'obédience communiste, celles des pays socialistes, mais aussi celles des pays capitalistes, la CGT française notamment, de la plupart des organisations syndicales des grands pays industriels, groupés dans la CISL ou la CMT (celle-ci d'inspiration chrétienne).

Malgré les refus, les rebuffades, les échecs, ils n'ont pas cessé non seulement d'essayer de noyauter les organisations libres (et ce ne fut pas toujours sans résultat, hélas !), mais aussi d'amener telle ou telle organisation syndicale libre à pratiquer avec les organisations sous tutelle communiste une unité d'action multiforme, prélude, pour Moscou, d'une unité organique qui mettrait à nouveau l'ensem-

ble du mouvement syndical mondial sous la coupe de l'URSS, comme ce fut le cas de 1945 à 1948.

C'est ainsi qu'il vient de se tenir à Toulouse, les 15 et 16 avril, un colloque syndical international sous l'égide du CLIICT, autrement dit le *Comité de Liaison international des Ingénieurs, Cadres et Techniciens*, organisme fondé à Turin en 1975 à l'issue d'une conférence internationale à laquelle participaient 35 organisations syndicales.

La caractéristique du CLIICT comme du colloque de Toulouse est de réunir des représentants de syndicats (sic) des pays socialistes (URSS, RDA, Hongrie) aux côtés de représentants de syndicats des pays capitalistes. Cela serait banal si, parmi ces derniers, il n'y avait pas, outre les représentants d'organisations syndicales d'obédience communiste : la CGT française, le CGIL pour l'Italie (laquelle demeure membre-associé de la FSM), le DISK de Turquie, mais aussi des organisations syndicales affiliées aux internationales concurrentes de la FSM, bien que l'une au moins de ces internationales, la CISL, ait inscrit dans ses statuts que les organisations affiliées ne devraient pas avoir de contacts avec les organisations similaires affiliées à la FSM.

C'est ainsi qu'il y avait à Toulouse trois militants du TUC britannique, dont Tod Sullivan, de l'ACTSS de Londres, et le président du CLIICT est Barry Seager, des TASS, affiliés au TUC.

Leur présence n'étonnera personne parmi ceux qui connaissent l'importance du noyautage des Trade Unions par les communistes en Grande-Bretagne (et depuis la célèbre autant que sinistre grève des mineurs, beaucoup de gens ont vu se dissiper les illusions qu'ils nourrissaient toujours à l'égard du TUC). Mais il y avait là aussi des Danois, des Marocains (la prochaine réunion est prévue au Maroc). Le président du CLIICT s'est flatté de voir bien-

tôt des Suédois participer au moins en tant qu'observateurs aux réunions du CLIICT, et il ne désespère pas d'y amener un jour aussi les Allemands de l'Ouest.

Une telle organisation n'aurait aucune chance de réussir son entreprise de débauche et de noyautage si elle opérait sous les couleurs des syndicats soviétiques. Mais, créé à Turin, présidé par un Britannique, patronné par la CGT française dont l'organisation des Cadres, l'UGICT, constitue la pièce maîtresse de l'organisation, le CLIICT présente — en apparence — un caractère occidental propre à égarer les moins bien informés, à fournir un prétexte à ceux qui n'accepteraient pas de coopérer directement avec les Soviétiques.

Comme quoi, si la CGT et le PCF ont perdu en France beaucoup de leur influence, ils sont toujours en mesure d'apporter un concours efficace à la bataille que le mouvement communiste international mène partout dans le monde, sous la direction du PC soviétique, pour la « révolution mondiale ».

Heureusement, les communistes ne parviennent pas à se guérir d'un de leurs travers : ils se montrent impatients de mêler des organisations de camouflage comme celle-ci à des opérations politiques qui révèlent leur véritable nature. Pendant la majeure partie du colloque de Toulouse, on a parlé emploi, salaires, formation, adaptation aux mutations techniques, etc. Bref des sujets proprement syndicaux. Mais les animateurs communistes n'ont pas résisté à l'envie — ou à l'ordre qu'ils avaient reçu — de faire voter par l'assistance — qui l'a fait unanimement — une résolution condamnant « la course aux armements », demandant « l'arrêt immédiat de toutes les expériences nucléaires », et, pour que la signature soit bien lisible, exprimant la préoccupation des participants « devant le regain de tension occasionné par le raid américain sur le Libye. »

Cela vaut une signature.

René MILON

N.B. La création du CLIICT fut décidée officiellement lors d'un séminaire syndical international qui eut lieu les 25, 26 et 27 mai 1972 à Serbonnes (Yonne). L'initiative de cette réunion avait été prise par la FSM, qui en avait confié l'organisation à l'UGICT-CGT (Options, juillet-août 1972).

QUATRE IDÉES « ORIGINALES » DE GORBATCHEV

Ce n'est certes pas l'imagination qui est au pouvoir au Kremlin, plutôt la routine, comme le long règne de Brejnev l'a prouvé. L'avènement de Gorbatchev a ajouté à cette routine... le passé. On dirait que les « nègres » du Kremlin, à défaut de pouvoir lancer de nouvelles idées, compulsent les anciens dossiers et pillent systématiquement des formules, des propositions et des constatations d'autrefois.

Dans notre n° 24 (*Gorbatchev, « réformateur » sans réformes*), nous avons déjà montré l'identité, par endroits mot pour mot, entre le discours-programme de Gorbatchev de 1985 et un discours-programme prononcé par Malenkov en 1953. Depuis lors, le plagiat est devenu pratique courante pour Gorbatchev, on a

pu encore le constater lors de son séjour en Allemagne orientale, à l'occasion du congrès du SED.

Premier recours au passé. — Dans le discours qu'il a prononcé devant le congrès, Gorbatchev a employé la formule suivante : « Naturellement, la zone géographique de la réduction (des armements) devra embrasser tout le territoire de l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural ». Trois jours plus tard, le 21 avril, dans son discours aux ouvriers du combinat « 7 octobre » de Berlin, Gorbatchev a répété cette formule sur l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Or, tout le monde se rappelle, à l'Ouest (ce n'est pas probablement le cas à l'Est), que la paternité de cette formule revient au général de Gaulle. C'est dans son discours prononcé devant la Diète (Parle-

ment) polonaise, le 11 septembre 1967, que de Gaulle avait parlé pour la première fois de « *l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural* » (ainsi que de la politique « *de détente, d'entente et de coopération* »).

Deuxième recours au passé. — Au cours de son séjour en RDA, Gorbatchev a déclaré, dans son discours adressé aux ouvriers : « *Nous réaffirmons notre déclaration sur la volonté de dissoudre simultanément le Traité de Varsovie et de l'OTAN ou, au moins, pour commencer, les organisations militaires des deux unions* ».

A nouveau, il faut remonter à l'année 1967 pour trouver l'apparition de cette formule, qui depuis lors appartient au registre des lieux communs de la diplomatie soviétique. Ainsi, lorsqu'en juin 1969 se réunirent à Moscou les représentants de 75 « partis frères », la déclaration commune affirma comme une vieille vérité : « *Les pays socialistes se sont déjà prononcés pour la dissolution simultanée de l'OTAN et du Traité de Varsovie* ». L'année suivante, en février 1970, devant le 19^e congrès du PCF, Georges Marchais évoqua dans son rapport politique la « *sécurité collective en Europe* » et précisa que l'établissement d'un tel système « *devrait entraîner la dissolution simultanée des blocs militaires antagonistes* ».

Troisième recours au passé. — Dans son même discours au congrès du SED, Gorbatchev a déclaré : « *L'Union soviétique propose de s'entendre sur une réduction considérable de tous les composants des forces terrestres et de l'aviation tactique des Etats européens, ainsi que des forces correspondantes des USA et du Canada cantonnées en Europe* ». Or, c'est le 31 janvier 1973 que se sont ouverts à Vienne les entretiens de 19 pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces armées en Europe (MBFR). Ces entretiens sont entrés dans leur quatorzième année et ils continuent, même sous le mandat de Ronald Reagan.

Quatrième recours au passé. — Pour ne pas donner l'impression

fausse que ces propositions « originales » sont uniquement à usage européen, Moscou a publié, le 23 avril (dès le retour de Gorbatchev de Berlin-Est), une déclaration gouvernementale préconisant une conférence pan-asiatique de sécurité. Or, cette idée, très ancienne, a été lancée pour la première fois par Brejnev en 1969, et répétée

sans cesse (mais en vain) au cours des années 70. Le leit-motiv tendait à dire aux Asiatiques qu'ils devaient faire la même chose que celle qui était en train de réussir d'une manière exemplaire en Europe avec les Accords d'Helsinki. La rétro-diplomatie fonctionne donc non seulement en direction de l'Ouest, mais aussi de l'Asie.

B.L.

LES DIRECTIVES LITTÉRAIRES DU XXVII^e CONGRÈS DU P.C. SOVIÉTIQUE

Le programme projeté, puis approuvé dans ses grandes lignes par Gorbatchev au XXVII^e Congrès du PCUS, a été jeté en pâture au public, *in extenso*, dans la *Literaturnaja Gazeta* du 30 octobre 1985, pour susciter un faux-semblant de discussion sur sa section littéraire. Il s'agissait en fait, comme du temps de Staline, de débusquer les traîtres sous couvert de controverses démocratiques et d'amener les tièdes à une adhésion "spontanée". Les débats-fleuves, parus pendant tout l'automne, sont d'une lecture difficile et impropres à la consommation occidentale, même si une série d'articles dans la *Literaturka*, "Vérité et Vraisemblance", laisse percer quelque originalité.

Toutefois, des recommandations précises pour la littérature, assorties d'illustrations concrètes, ont été publiées à la veille du XXVII^e Congrès, en janvier 1986, dans la revue *Moskva*, sous la plume autorisée de F.Kuznecov, secrétaire de la section moscovite de l'Union des Ecrivains. Sa pédagogie sans ruse — tableau d'honneur, pilori, perspectives riantes — guide notre réflexion.

Tout d'abord et de bonne tradition, le tableau d'honneur, exemples à suivre de "notre littérature" soviétique depuis le XXVI^e Congrès — cinq ans déjà ! La "Leniana" et l'épopée des années révolutionnaires, que l'on croyait usées jusqu'à la corde, tiennent la première place. Des romans d'écrivains

patentés sont aussitôt portés à l'écran (C.Zalygin, G.Markov — secrétaire de l'Union des Ecrivains — Proskurin) et l'on essaie de renouveler le genre en transportant l'action dans toutes sortes de lieux exotiques pour donner priorité à l'image. Hommage est ainsi rendu à la période sacralisée, stéréotypée jusqu'à la nausée ; en revanche, les pans moins glorieux de l'histoire soviétique (guerre contre la Finlande, collectivisation, pacte germano-soviétique), qui constituent les thèmes favoris de ceux qui "pensent autrement" (Grossman, Vojnovitch, Soljenitsyne) sont oubliés. Quant aux Mémoires des prédécesseurs immédiats (Tchernenko, Brejnev), parus dans *Novyj Mir* et copiés au-delà de toute décence sur Gorki, ils sont pour l'heure passés sous silence.

En second lieu, vient la prose de guerre (la Grande Guerre Patriotique) qui doit jouer sur des effets de plus en plus violents (en particulier au théâtre) pour lutter contre l'usure, ou le maquillage d'épisodes encore peu utilisés (l'intervention soviétique en Extrême-Orient après la bombe atomique américaine). Ju.Bondarev tient la tête de liste, car il se distingue à l'heure actuelle par un stalinisme bon teint (cf. son intervention publique récente pour revenir au nom de Stalingrad, qui avait été débaptisé en Volgograd). Il est vrai qu'il doit se faire pardonner une œuvre intéressante du dégel, *Le Calme*, qui montrait les difficultés de la réinsertion des héros

revenus du front dans la Moscou d'après-guerre. C'est donc un "repenti" malléable qui doit faire du zèle, comme nous le verrons plus loin pour Evtusenko. Lui succèdent des écrivains de la vieille garde dont certains (Melentjev) ne sont déjà plus de ce monde.

Suit la littérature sur le village, qu'il était difficile d'ignorer étant donné sa valeur de réputation nationale et internationale ; elle s'illustre par de grands noms (Abramov, Astafjev, Belov, Raspoutine, Solouhin), mais ce sont des hommes qui ont passé la première jeunesse, mis à part Licutin qui appartient à la jeune génération. Toutefois Kuznecov regrette le côté passéiste et nostalgique de la représentation de "jours passés", alors que rien ne vaut l'enthousiasme soulevé par la mise en application des dernières méthodes de culture ou la défense des ressources naturelles. Seul Mojaev, qui se battit pour l'organisation du travail en équipe dans l'agriculture et la dénonciation (tardive) des réformes désordonnées de Khrouchtchev, est exempt de tout soupçon.

Gloire enfin à la littérature politique (pièces, romans, poésie) qui est consacrée à la propagande pacifiste destinée à l'exportation et qui demande le concours d'auteurs étrangers pour la confection d'anthologies universelles et bien-pensantes. Evtusenko se joint au chœur des purs qui clament les dangers de la menace nucléaire, tentant par là d'effacer la renommée que lui valut son poème saluant la sortie de Staline du mausolée.

*
**

Après le tableau d'honneur, *la mise au pilori*. Kuznecov constate que si la vieille garde a fait ses preuves, les jeunes écrivains ne méritent pas de distinction particulière. Ceux qu'il est convenu d'appeler "la génération des quarante ans" portent l'opprobre, sans être nommés pourtant (à quand les dénoncia-

tions en bonne et due forme, les prises à partie hystériques ?).

Que leur reproche-t-on ? Ils peignent des anti-héros, des caractères "médiocres, antivalents, contradictoires et complexes", c'est-à-dire "superficiels et malhonnêtes", nous dit Kuznecov. Ces anti-héros souffrent d'un sentiment d'arrachement à la société décrite sous des couleurs peu flatteuses, dans la grisaille d'un quotidien sans gloire. Ils demeurent étrangers au système soviétique.

Par surcroît, leur point de vue sur ces anti-héros et la société qui les entoure n'est pas clairement exprimé, ce qui met en cause leur moralité même d'écrivain. Ne seraient-ils pas, eux-aussi, corrompus par l'immoralité bourgeoise d'origine occidentale, faite d'avidité de consommation et de désir de possession ? On entend déjà au loin sonner l'hallali.

Enfin, les ouvrages pour les enfants et les adolescents s'éloignent des grands thèmes historiques et patriotiques pour s'évader dans un fantastique sans racine, indigne d'une société conflictuelle (nouvelle appellation de la lutte des classes) certes, mais riche en promesses.

Devant de telles tares, Kuznecov s'interroge sur la facilité avec laquelle certaines pièces de théâtre sont montées, et certaines œuvres acceptées par des revues ou des maisons d'édition. Il apparaît donc que si les revues ont été, depuis Andropov surtout, normalisées et uniformisées, grâce à des mutations dans les équipes de rédaction, à des épurations sévères et à un brouillage de la personnalité propre de chaque revue, des mises au pas se préparent maintenant au niveau des maisons d'édition et des théâtres. Notons toutefois que personne n'est encore désigné, même si le nom du sinistre Jdanov qui, en 1946, appelait Zossenko, Ahmatova et Pasternak à l'auto-critique, est réapparu récemment dans la *Pravda*.

*
**

Pourtant, Kuznecov ne perd pas courage. Pour lutter contre

la dégénérescence de la littérature, il propose des remèdes qui doivent lui assurer des *perspectives riantes*.

Il faut tout d'abord revenir au héros que l'on n'ose plus appeler positif, tant le terme est avili par la propagande au point de ne plus provoquer que ricanelements, mais que l'on qualifiera de *contemporain*. Ce dernier est un homme "efficace, de haute culture professionnelle, citoyen à part entière de la patrie socialiste, de fermes convictions idéologiques et d'une haute élévation morale". Audacieux, il s'inscrit valablement dans la société sans craindre les conflits qui peuvent surgir du fait de ses prises de position courageuses. En clair, c'est un délateur.

"Notre" littérature doit donc refléter cet homme et cette situation de conflit, cette société difficile mais dynamique, qui se graveront dans les jeunes esprits grâce à la qualité des procédés littéraires et du goût artistique de l'auteur, et non plus par la valeur répétitive de la quantité des pages imprimées. Ainsi se fait jour en littérature un souci d'efficacité par la qualité analogique à ce qui est recommandé dans la production économique.

En conséquence, comme le laissait déjà pressentir Georges Mond (1), il importe avant tout d'améliorer la communication à l'intérieur comme à l'extérieur. Les nouveaux dirigeants s'attendent, en effet, à une confrontation du dogme avec les idées occidentales, tant à cause des échanges rendus inévitables par la modernisation technologique que du danger constitué par la diffusion prochaine d'images télévisées venant d'ailleurs et transmises par satellite sur le territoire de l'Union.

Le dogme se renouvelle donc dans ses détails : le héros positif devient "contemporain", la lutte des classes se transforme en "société conflictuelle", le réalisme socialiste n'exclut plus

(1) Georges Mond, *L'Union Soviétique dans les relations internationales*, Economica, Paris, 1982.

la recherche formelle. Mais la menace même d'un recours aux méthodes stalinienne de délation montre qu'un simple changement de vocabulaire pour actualiser l'idéologie sera impuissant à inspirer de jeunes écrivains, dont l'allergie au

dogme et à la propagande se manifeste clairement dans un recours à la peinture d'une civilisation ou d'une culture passées, d'un individu marginalisé. Elle ne pourra que les censurer.

Danièle BEAUNE

NICARAGUA : BRAS DE FER ENTRE LES SANDINISTES ET L'ÉGLISE

L'Église a pris une part déterminante dans le renversement récent de la dictature aux Philippines et à Haïti. Comme le dit justement Robert Solé, « *c'est une règle classique : dans de nombreux régimes autoritaires, l'Église est amenée, bon gré, mal gré, à faire de la suppléance politique. N'est-elle pas la seule force organisée face au pouvoir ?* » (Le Monde - 13 février 1986).

L'Église devient, face à des régimes autoritaires, le refuge ou le porte-parole d'une opposition inorganisée et baillonnée.

Les sandinistes du Nicaragua ignorent-ils cette réalité ou veulent-ils au contraire la combattre avec la plus grande fermeté ? L'Église, qui avait contribué au renversement de Somoza en 1979, se retrouve aujourd'hui, face au régime marxiste instauré par la junte sandiniste que dirige le Colonel Ortéga, la seule force d'opposition structurée et solide. A ce titre, elle fait l'objet de sévères persécutions, particulièrement depuis la déclaration d'état d'urgence du 15 octobre 1985 qui suspend toutes les libertés publiques.

Ces mesures de persécution frappent non seulement l'église catholique nicaraguayenne, mais aussi les églises protestantes de moindre importance. En effet, à la fin du mois de novembre dernier, deux membres d'une secte protestante ont été arrêtés à leur retour des États-Unis, accusés d'avoir rapporté de grosses sommes en dollars. Le représentant du ministre de l'Intérieur, Omar Cabezas, les a soupçonnés à plusieurs reprises d'être des agents secrets de la CIA qui auraient l'intention de soulever la

population contre le régime au moyen de citations bibliques.

Le gouvernement sandiniste s'en prend avec une brutalité spéciale aux représentants de l'église catholique du Nicaragua. Les mesures prises à l'encontre du clergé ne se comptent plus : de jeunes clercs sont arrachés de leur séminaire et placés dans des camps d'instruction de l'Armée Populaire sandiniste, où on leur fait subir des avanies. Les séminaristes sont astreints au service militaire malgré la promesse faite par le Président Ortéga d'en dispenser les futurs prêtres et les étudiants en théologie.

Le 12 octobre dernier, le gouvernement a fait confisquer le premier numéro du bulletin catholique « *Iglesia* », exerçant une censure préventive même envers la presse catholique, le régime accusant l'Église de faire paraître une publication non autorisée.

Plus grave encore, le 15 octobre 1985, jour de la proclamation de l'état d'urgence supprimant tous les droits civiques, les membres des services de sécurité ont occupé les bâtiments de l'Archevêché. Voulant protester contre cette situation, le Père Bismark Carballo a été roué de coups et chassé du bâtiment par les forces de sécurité, qui ont même refusé peu après au Cardinal Miguel Obando Y Bravo l'accès au bâtiment. Deux jours plus tard, des membres de l'Archevêché ont été convoqués par le chef des services de sécurité, le Commandant Lénin Cerna, qui les a interrogés lui-même. Il voulait leur extorquer des « *aveux* » qui auraient servi à prouver que l'Église fait partie des « *agents de l'impérialisme* ».

Le 21 octobre, le Président Ortéga a déclaré que toute intervention publique d'un prêtre catholique serait soumise désormais à l'approbation préalable des services de sécurité. Même les messes que le Cardinal Obando Y Bravo est obligé de célébrer en plein air, parce que les églises sont trop petites pour contenir les fidèles, doivent faire l'objet d'une autorisation. Pareillement, les messes radiodiffusées qui jouissent au Nicaragua d'une grande popularité, doivent être soumises à la censure préventive.

Le gouvernement nicaraguayen fait preuve de beaucoup de maladresse dans les moyens employés contre l'Église. La brutalité des mesures prises à son encontre et le fait que les sandinistes refusent la médiation de l'Église leur valent une hostilité nationale et internationale grandissante.

Ainsi, le régime a-t-il été surpris par une vague de solidarité qui s'est répandue envers l'Église et ses représentants au sein de la population. Lorsque le Cardinal Obando Y Bravo prend la parole dans le pays, ce sont près de 10 000 Nicaraguayens qui viennent voir et entendre « leur » Cardinal. Les services de sécurité n'osant pas encore l'attaquer directement, ils arrêtent arbitrairement des comités entiers chargés de préparer les cérémonies religieuses, en les accusant de pratiquer une politique contre-révolutionnaire.

Le Pape Jean-Paul II a invité, début décembre 1985, les chrétiens du Nicaragua à ne pas perdre courage en dépit des attaques dont ils font l'objet. A la fin du mois de janvier, le Cardinal Obando a lancé un appel à M. Perez de Cuéllar, Secrétaire général de l'ONU, et a accusé le régime sandiniste d'entraver les travaux de l'Église dans le but de créer une « *Eglise du silence* ». Peu après, Miguel d'Escoto, le ministre des Affaires étrangères, a accusé le Cardinal de haute trahison à la suite du voyage effectué par celui-ci aux États-Unis, en Colombie, au Salvador et au Honduras, au cours duquel il a communiqué à

ses interlocuteurs la nature des persécutions dont l'Eglise fait l'objet au Nicaragua.

Le Cardinal, qui avait autrefois soutenu les sandinistes dans la lutte contre la dictature de Somoza, essaie depuis longtemps d'inciter le régime FSLN à la reprise du dialogue avec l'opposition politique dans le pays, ce qui lui vaut la critique acerbe des commandants sandinistes.

Enfin, le Parlement Européen qui suit avec attention l'évolution de la situation en Amérique Centrale, a condamné vigoureusement, à plusieurs reprises, la violation des libertés au Nicaragua. Deux résolutions ont été adoptées récemment à l'initiative de Jacques Mallet, député CDS, membre du Groupe du Parti Populaire Européen. La première condamne la violation des droits syndicaux au Nicaragua et la répression policière qui s'abat sur les organisations de la révolution de 1979. La seconde condamne la fermeture par le gouvernement, le 31 décembre 1985, de la seule radio indépendante, « *Radio catholica* », au seul motif qu'un discours du Président Ortéga n'a pas été diffusé dans sa totalité par ses soins, alors que cette radio a toujours respecté les lois du pays.

Un important accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et les pays d'Amérique Centrale a été signé en novembre dernier. Le groupe du Parti Populaire Européen appelle à un boycott des aides communautaires au Nicaragua tant que les libertés fon-

damentales n'y auront pas été rétablies.

Ainsi, face à une telle hostilité, tant intérieure qu'internationale, la marge de manœuvre des sandinistes pourrait se voir de plus en plus limitée. Les persécutions menées contre l'Eglise en vue de supprimer tout élément de liberté et de médiation risquent au surplus d'entraîner un climat de violence et d'exaspération au sein du pays.

Jean-Christophe BAS (1)

(1) Jean-Christophe Bas anime le Comité « Nicaragua-Liberté » qui intervient régulièrement auprès du Parlement Européen et des pouvoirs publics français, et publie des documents sur l'évolution de la situation en Amérique Centrale (Comité « Nicaragua-Liberté » - à l'attention de Monsieur J.-C. BAS - 288 boulevard Saint-Germain à Paris (75007).

Salvador : la guérilla perd un de ses chefs

Il fut un temps, voici quelques années, où la « *Pravda* » publiait chaque jour des informations sur la « *lutte héroïque du peuple salvadorien contre le régime fasciste de Napoléon Duarte* ».

Aujourd'hui, depuis assez longtemps, la « *Pravda* » ne parle plus des exploits de la guérilla et la dénonciation, dans l'opinion publique occidentale, du régime Duarte comme fasciste est difficile depuis que des élections - et pas seulement une fois - ont été organisées dans le pays, en présence d'observateurs étrangers, et ont donné lieu à une libre compétition entre partis de droite, du centre et de gauche.

Que les événements aient mal tourné pour la guérilla dans le

pays, la radio rebelle « *Vencemos* » en a fourni la preuve en diffusant la nouvelle de la mort « *sur le champ de bataille* » de Ernesto Flores, alias Daniel Alvarado, l'un des chefs de la guérilla et l'un des dirigeants du Parti révolutionnaire des travailleurs de l'Amérique centrale (P.R.T.C.). Ce dirigeant est tombé le 15 avril, lors d'un combat de sa formation avec les troupes gouvernementales.

Philippines : la guérilla communiste

L'enthousiasme qui s'est manifesté aux Philippines et dans le monde entier à la suite de l'accession au pouvoir de Mme Corazon Aquino n'a pas été partagé par les rebelles communistes. L'affrontement sanglant entre ceux-ci et les forces de l'ordre qui s'est produit le 21 avril en donne l'illustration. Ce jour-là, une formation de 28 soldats fut lâchée en pleine jungle, à 400 km au nord de Manille, sur le camp retranché de 150 partisans armés de la Nouvelle Armée populaire (NPA). Selon l'agence de presse philippine, 23 rebelles furent tués, ainsi que 17 soldats et un civil.

Cette intervention avait été motivée par l'assassinat de sept soldats dans cette même jungle, quelques jours auparavant. Mais l'aspect politique de cet affrontement sanglant est encore plus important que son aspect militaire. La veille, la présidente Aquino avait adressé une dernière offre aux rebelles pour chercher en commun une solution politique à la guerre civile.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné

adresse

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**
et je (*)

- vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre de **EST & OUEST**
- souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

| | |
|---|-------|
| Tarif : abonnement normal | 262 F |
| abonnement pour l'étranger | 346 F |
| abonnement de soutien (personne physique) | 360 F |
| abonnement de soutien (personne morale) | 600 F |

(*) barrez la case appropriée.

notes et informations

En douze ans, la C.G.T. a perdu 3 098 337 adhérents

Michel Warcholak, secrétaire confédéral de la C.G.T. (et membre du Comité central du P.C.F. depuis 1976), a fourni quelques informations le 5 mars à la Commission exécutive de la C.G.T. sur l'évolution des effectifs de la confédération (il est responsable à l'organisation).

Il l'a fait à la façon inimitable des staliniens (il en est un, et des plus solides). Lors du dernier congrès confédéral, le Trésorier a fourni des chiffres précis (la précision ne suffisant pas pour garantir la véracité). En 1983, la C.G.T. comptait (prétendait compter) 1 622 095 adhérents, dont 1 362 942 actifs et 259 133 retraités. On se serait donc attendu à ce que Warcholak donnât les nombres correspondants pour 1984 et 1985, quitte à déclarer, si nécessaire, qu'il s'agissait de données provisoires.

C'eût été trop simple. Et trop clair. Voici donc comment il a procédé :

« Depuis 1974, soit une période de onze ans, nous avons perdu un nombre d'adhérents plus important que celui indiqué dans le rapport financier du 42^e congrès. Il portait sur sept ans, avec une perte de 700 000.

« Durant la même période, nous ne sommes pas restés dans l'expectative. De 1974 à 1985, nous avons enregistré 2 410 809 adhésions et créé 33 614 sections nouvelles » (*Le Peuple* 27 mars 1986, p.6).

Pourquoi prendre deux « bases » : 1974 (1975 serait plus justifié, puisque c'est l'année où les effectifs déclarés de la

C.G.T. atteignirent leur niveau le plus élevé : 2 377 551, dont 2 074 072 actifs) et 1977 (les sept ans de 1977 à 1983) ?

Ainsi, en 11 ans, de 1974 à 1984, la C.G.T. a perdu plus d'adhérents que de 1977 à 1983. On le croira sans peine puisque déjà, d'après les données des rapports financiers, la C.G.T. avait perdu 20 000 adhérents de 1974 (2 342 811) à 1977 (2 322 055). Mais, de 1974 à 1984, la perte est-elle de 720 000 ou de plus ? Autrement dit, la C.G.T. a-t-elle encore perdu des adhérents en 1984 et combien ?

Impossible de l'affirmer. Mais impossible également d'affirmer que Warcholak n'en a pas parlé.

Bref, on ne peut rien tirer de précis de déclarations qui, de prime abord, semblent faire toute la lumière sur la situation. Tout ce dont on est sûr, c'est que les choses dans ce domaine continuent à aller mal. Si le mouvement s'était redressé, Warcholak l'aurait signalé.

Notre regretté Lucien Laurat nous faisait remarquer qu'au beau temps de Staline, les statisticiens soviétiques avaient l'art de désinformer leurs lecteurs tout en leur proposant des myriades de chiffres. Seulement, ces chiffres étaient des pourcentages dont la base n'était jamais la même et n'était presque jamais donnée en nombres absolus.

Warcholak a gardé quelque chose de ce style.

Revenons à ses chiffres. Il affirme que, de 1974 à 1985, la C.G.T. a fait 2 410 809 adhésions nouvelles.

Or, en 1974, on l'a vu, la C.G.T. comptait 2 377 551 adhérents. En supposant que la C.G.T. rassemble encore en 1985 autant d'adhérents qu'en 1983, à savoir 1 622 095 actifs et retraités

ensemble, elle n'a pas perdu seulement :

2 342 881 - 1 622 095 =
720 786,

elle en a perdu :

720 786 + 2 377 551 =
3 098 337.

Depuis, Warcholak est revenu sur la question des effectifs. Dans une conférence de presse donnée le 4 avril à la suite de la réunion de la C.E., il a déclaré que « les effectifs de la CGT pour 1985 seraient de 1,1 million à 1,2 million d'adhérents, plus 250 000 retraités » (*l'Humanité*, 5-4-86).

Par rapport aux chiffres (officiels) de 1963, cela fait entre 162 000 et 262 000 adhérents actifs en moins (c'est-à-dire de 11 à 19 % en moins), le nombre des retraités demeurant à peu près stable.

Le contrôle des fédérations départementales du P.C.F.

Le parti communiste ne change pas. Ses méthodes d'organisation demeurent fondamentalement les mêmes, en dépit de quelques modifications techniques. L'esprit du « centralisme démocratique » y règne toujours.

L'Humanité du 21 avril 1986 rendait compte (sous un titre ambitieux : « *Plan de conquête* ») d'une réunion tenue à Wavrechain (Nord), où se retrouvaient des représentants des fédérations communistes de cinq départements : Nord, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis, Bouches-du-Rhône et Seine-Maritime. Des fédérations qui comptent depuis longtemps parmi les plus solides du P.C.F.

Au détour d'une légende iconographique, le quotidien communiste nous apprend qu'il y avait là, outre Georges Marchais et Jean-Claude Gayssot, quatre membres du Bureau politique : Roland Leroy, Guy Hermier, René Le Guen et Gustave Ansart, « chargés » (entre autres attributions) « d'aider l'activité des cinq fédérations ».

Ainsi apparaît incidemment au grand jour une pratique constante dans le Parti communiste depuis l'époque de la « bolchévisation ».

Chaque fédération départementale du P.C.F. est placée sous le contrôle d'un membre du Comité central, ce membre du C.C. pouvant être également membre du Bureau politique, quand il s'agit des fédérations les plus importantes. Bien entendu, les communistes ne parlent pas de contrôle, mais, on vient de le voir, ils parlent d'*aide*. Et sans doute nous expliqueraient-ils qu'en effet, les fédérations peuvent avoir besoin d'une sorte de correspondant et de parrain au sommet du parti, un homme à qui s'adresser quand il s'agit de prendre contact avec la direction.

C'est de tout autre chose qu'il s'agit. Déjà, nul ne peut être « élu » secrétaire fédéral sans que sa candidature ait été « ratifiée » par le Comité Central. Cette expression, qui figure dans les statuts, n'est évidemment qu'un euphémisme. En vérité, c'est le Comité Central, c'est-à-dire la direction du P.C.F., qui désigne les secrétaires fédéraux.

Cela n'empêche pas, deux prudences valant mieux qu'une, de faire superviser toute l'activité de la fédération par un membre du Comité Central : la liberté d'action du secrétaire fédéral se trouve ainsi limitée ; limités, plutôt, les risques inhérents à sa fonction de le voir se constituer, grâce à la fédération qu'il dirige et à l'appui qu'elle pourrait lui donner, une autorité attachée à sa personne, ce qui lui permettrait, le cas échéant, de froncer l'autorité de la direction.

Les statuts officiels ignorent l'existence de ces espèces de « parrains » des fédérations.

Espagne : vers un nouveau désastre électoral des communistes ?

Lors des dernières élections législatives, en 1982, le PC espagnol avait recueilli 3,8 % des suf-

frages exprimés et conquis quatre sièges (sur 350) au Parlement. Depuis cette consultation, la situation du communisme en Espagne n'a cessé de se détériorer. Rien d'étonnant, par conséquent, si la décision prise par le gouvernement socialiste d'avancer les nouvelles élections au 22 juin a provoqué l'indignation des communistes.

Si ces élections avaient eu lieu seulement en automne, les communistes, divisés en trois partis ennemis, auraient pu profiter du délai pour tenter un simulacre de rapprochement et se présenter moins divisés devant l'électorat. Pris de court, ils devront faire un effort exceptionnel (et bénéficier d'une chance extraordinaire) s'ils veulent éviter un double désastre dans le pays : apparaître à la fois divisés et faibles. Finalement, c'est sous le signe de l'union de la gauche que les communistes vont participer aux élections, mais leur coalition sera à la fois batarde et incomplète : sur trois partis communistes es-

Les Communistes et le Mouvement Mutualiste

Après « *Les ressources financières de la C.G.T.* », brochure de 48 pages parue au début de l'année, les *Etudes Sociales et Syndicales* viennent d'en publier une seconde intitulée « *Offensive communiste contre le mouvement mutualiste* ».

L'auteur, Bernard Vivier, attire l'attention sur la pénétration communiste dans les entreprises par le biais de mutuelles d'entreprise apparemment neutres, qu'en réalité ils contrôlent étroitement, et des multiples organismes de formation, de loisirs et de services divers qu'elles proposent.

Cette brochure de 48 pages, au format 10,5 x 15, est vendue 15 F (plus le port). Le tirage en étant limité, les personnes et organismes intéressés doivent en passer commande sans tarder à « *Etudes Sociales et Syndicales* » 15, avenue Raymond-Poincaré 75116 Paris.
Tél. : (1) 45.53.71.56.

pagnols, deux y participent (Santiago Carrillo s'y refuse), alliés en outre à un groupuscule socialiste, une fédération progressiste et une fraction des écologistes.

Mediaspouvoirs

Revue trimestrielle sur la communication et les médias, *Mediaspouvoirs* (1), dirigée par Bernard Lecomte, traite toutes les questions touchant, comme son titre l'indique, aux médias et aux pouvoirs.

On y trouve des contributions de spécialistes sur les problèmes stratégiques ou politiques Est-Ouest, à travers le prisme de l'information et de la communication.

Dans la numéro 3 (avril 1986), Georges Mond publie une étude intitulée « Information et désinformation à l'Est », dans laquelle il fait le point - depuis les années 80 - sur l'invasion relative des nouveaux moyens de communication à l'Est : où, par exemple, la Bulgarie est totalement fermée alors qu'en Hongrie, la réception des émissions autrichiennes est admise.

La deuxième partie de ce numéro est consacrée à l'extension de la politique de désinformation de l'Est.

Dans les deux précédents numéros, les problèmes Est-Ouest étaient également abordés avec un article sur la Pologne, « *Les Medias plus forts que les Tanks* », et un « *court manuel de déminage à l'usage des médias* », de Xavier Raufer, sur le terrorisme.

Mediaspouvoirs, 41, rue François 1^{er}, Paris 8^e.
Tél. : 47.23.61.88 (250 F l'abonnement annuel)

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale

Président du conseil d'administration :
Claude HARMEL

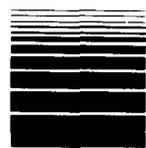
Principaux associés :
Claude HARMEL,
Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration :
15, av. Raymond-Poincaré
75116 Paris - Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 25 francs
Abonnement annuel : 262 francs
Etranger : 346 francs

Impression : EDIMPRA - 20, rue Doudeauville,
75018 Paris C.P.P. 59.594



livres

RUSSIE, BULGARIE, PARAPLUIE

La Bulgarie est, en Europe de l'Est, un pays à part – ou, si l'on préfère, du point de vue soviétique, un modèle parfait, avant même la R.D.A. et, bien sûr, très loin devant la Tchécoslovaquie et la Pologne. Cela tient à une Histoire que le Français moyen ne connaît guère mieux que sa Géographie : au XIX^e siècle, la Bulgarie – slave, orthodoxe, cyrillique – était le pion de la Russie dans les Balkans. Or, si l'U.R.S.S. n'est pas la Russie, elle ne néglige cependant pas les avantages que peut offrir au communisme le fait de s'être établi là plutôt qu'ailleurs. En outre, pays économiquement arriéré, la Bulgarie était après 1945 plus facile à écraser et remodeler que ses voisines dont le prolétariat, l'intelligentsia ou l'Eglise constituaient les bases « objectives » d'une résistance à la soviétisation.

Pour toutes ces raisons, la Bulgarie est plus proche qu'aucun pays du monde de la condition de République membre de l'Union soviétique. Le livre de Vladimir Kostov (1) confirme qu'elle a failli le devenir officiellement après 1968 et si les Soviétiques renoncèrent au mot (sans doute par crainte de la jalousie des autres satellites), l'annexion est pratiquement réalisée dans les faits : les exemples et les organigrammes que donne V. Kostov sont éloquents. C'est ainsi que chaque ministère du gouvernement soviétique peut donner directement des ordres au ministère bulgare correspondant...

Aussi la question de l'indépendance nationale est-elle la pierre d'achoppement du communisme en Bulgarie. Elle a causé le complot « pro-chinois » de 1965 à l'intérieur même du P.C., et motivé la défection de V. Kostov. Celui-ci était pourtant un favori du régime, grand reporter (en France et au Proche-Orient), auteur de livres publiés aux éditions du parti, et lui-même officier de la D.S., condition indispensable pour avoir tout cela.

C'est donc de l'intérieur qu'il décrit cette démocratie populaire modèle, et cela d'autant mieux que la Bulgarie est un petit pays dont la société politique est assez peu nombreuse. Sa transformation par alignement sur l'U.R.S.S. et l'évolution des structures politiques et policières sont ainsi

saisies sur le vif. Leur premier caractère est d'être foncièrement offensives : la Bulgarie a beau être un petit pays peu développé et éloigné de l'Occident, elle n'en sert pas moins d'instrument très actif en vue de la conquête de celui-ci. Or, ce travail est essentiellement policier ; on n'a plus affaire à des structures normales simplement surveillées par une police, mais ce sont les responsables eux-mêmes des institutions qui entrent dans la police : journalistes, techniciens de l'économie et, bien entendu, diplomates. Toutes les décisions de détail, en Bulgarie, sont prises par la D.S. qui elle-même ne fait rien sans consulter le K.G.B. ; quant aux affaires importantes, elles sont du ressort de l'ambassadeur de l'U.R.S.S.

Journaliste au Proche-Orient et en France, V. Kostov, officier de la D.S. mais représentant d'un journal qui, officiellement, n'est pas une publication du parti, avait pour rôle d'attirer la confiance de ses interlocuteurs occidentaux en faisant preuve d'ouverture d'esprit, sinon même d'indépendance, dans ses propos politiques. Tout contact, toute conversation d'un Bulgare avec un Occidental (et l'on peut extrapoler à tous les représentants des démocraties populaires à l'étranger !) doit faire aussitôt l'objet d'un rapport : l'Occidental est fiché, avec ses faiblesses éventuelles, s'agit-il seulement de sa naïveté... Toute rencontre internationale organisée par les Bulgares : foire commerciale, colloque d'écrivains, congrès scientifique, etc. est l'occasion de nouer de tels contacts et de chercher à utiliser les interlocuteurs occidentaux pour leur faire répercuter dans leurs pays, y compris à leur insu, les thèmes que souhaite répandre la propagande soviéto-bulgare.

Cette action directement branchée sur l'U.R.S.S. devient même plus importante que celle des partis communistes des pays occidentaux. Il est évident que les idées chères à l'U.R.S.S. ont plus de chance d'être écoutées si elles sont susurrées par une personnalité du centre ou de la droite, ou de la gauche modérée, que si elles sont beuglées par Marchais. La France est d'ailleurs particulièrement visée par les opérations de la D.S. bulgare. L'activité à la fois de « dumping » et d'espionnage des camionneurs bulgares commence à être connue, sinon réprimée, de même que le rôle de la société d'Etat « Kintex ». V. Kostov cite aussi une curieuse histoire de prix littéraire où l'on trouve un académicien français et un journaliste bulgare, membre de la D.S. naturellement, qui s'intéresse au séparatisme corse...

C'est ainsi que travaillent les services secrets soviéto-bulgares. Bien entendu, ils ne négligent pas non plus, à l'occasion, la panoplie classique des films d'espionnage : V. Kostov n'a échappé que par miracle au « coup du parapluie » qui devait tuer peu après, à Londres, son compatriote Georges Markov. Mais le reste de ce qu'il raconte dans son livre est finalement plus terrifiant que le coup du parapluie bulgare.

(1) Vladimir Kostov, *Le parapluie bulgare*, Stock éd., Paris 1986, 236 p., 85 F.